



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers de l'IDRP

Septembre 2015

* *Dissuasion nucléaire, quelle
pertinence au 21e siècle ?*

par Emmanuel Dupuy, Jacques Fath, Jacques Le Dauphin

* *Les évolutions en Amérique latine*

par Obey Ament, Laurent Delcourt, Jean Ortiz

Mettre la dissuasion en débat : une exigence démocratique ! Une nécessité stratégique !

**Emmanuel Dupuy,
secrétaire national chargé des questions défense de l'UDI**

Quand il s'agit de parler de nucléaire, certains nous disent qu'il ne faut surtout rien changer et surtout ne rien toucher. En parler, c'est déjà pour certains rejoindre le camp d'en face, celui des antis !

Les centristes demeurent les défenseurs convaincus de la dissuasion nucléaire comme sécurité ultime. C'est dans les modalités qu'il y a débat, pas sur le principe. Cette position évolutionniste, profondément centriste, n'est pas facile à faire rentrer dans le débat public. Le débat, pourtant salutaire, est encore plus compliqué au sein de la communauté militaire.

Chacun a pu s'en apercevoir, la question nucléaire, liée aux restrictions budgétaires induites par la LPM jusqu'en 2017, est évidemment au cœur de ce débat. Ou plus précisément, il n'y a guère que quelques parlementaires, et responsables politiques qui tentent de la faire « rentrer » par la fenêtre, tant certains voudraient justement qu'elle puisse échapper à ce débat de programmation militaire.

En effet, dans un contexte de crise durable de nos finances publiques, la question du dimensionnement de notre dissuasion ne peut pas être taboue. C'est pour cette raison, que l'UDI s'interroge sur le maintien de sa composante aérienne. Les arguments de ceux qui refusent ce scénario et plus globalement toute atteinte au budget de la composante nucléaire est connue : « de toute façon l'aérien nucléaire a été payé et donc, non seulement il n'y a rien à gratter côté nucléaire, et en plus on mettrait en péril la cohérence de notre dissuasion ».

L'argument des moyens ne paraît néanmoins pertinent.

Oui, notre composante aérienne vient d'être modernisée. Oui l'on a déjà supprimé un escadron, mais en oubliant de rappeler que tout cela a un coût d'entretien, de fonctionnement et qu'il faut en permanence alimenter les bureaux d'études, le CEA et les industriels pour maintenir les équipes. C'est au moins plusieurs centaines de millions d'euros par an.

Par ailleurs, la période 2017-2019 sera marquée par le lancement des études pour rénovation de la composante sous-marine et il faudra, du reste, augmenter les crédits consacrés à la dissuasion d'environ 10% par an à partir de 2016, ce qui nous amènera à un déséquilibre des moyens entre les forces conventionnelles et les forces de dissuasion.

Cette construction n'est ainsi pas tenable, puisque la projection des courbes conduira la France à consacrer 30% de ses crédits d'équipement à la dissuasion, alors même que c'est davantage de souplesse tactico-opérationnelle, pour faire face à la volatilité, l'asymétrie et l'évolution des menaces, et davantage de vision stratégique à formuler afin de répondre aux

défis sécuritaires d'aujourd'hui et ceux de demain.

Le risque est grand d'avoir un nucléaire « hypertrophié », alors même que nos forces conventionnelles demeureront sous-équipées, alors même que l'effort que la Nation y consacre ne représentera pas plus de 0,8 % du PIB !

Comparaison n'est certes pas raison. Néanmoins, pour tous ceux qui ont toujours vécu comme un renoncement la faiblesse des moyens accordés par l'Allemagne à ses forces armées, ce sera beaucoup moins que nos amis d'Outre-Rhin, autant dire pour tous ceux qui connaissent un peu la défense, le symbole du décrochage non seulement économique mais aussi militaire. Donc l'heure du choix approche.

Sur ce sujet compliqué, il semble impératif de revenir au fondement de la théorie de dissuasion et se demander honnêtement si le fait de n'avoir qu'une seule composante remettrait en cause fondamentalement la Doctrine du Seuil et de la précision (anti-force), chère au général Lucien Poirier.

La dissuasion nucléaire, s'appuie sur deux principes fondamentaux : l'incertitude, d'une part, la foudroyance, d'autre part :

- I. L'incertitude, c'est l'incertitude pour un ennemi de notre appréciation de nos intérêts vitaux et du seuil de déclenchement, l'incertitude sur les objectifs visés, l'incertitude sur la force et la provenance de la frappe ;
- II. La foudroyance, c'est la certitude pour ce même agresseur d'une réaction certaine, immédiate, dévastatrice et disproportionnée par rapport à l'enjeu de nos intérêts vitaux. Quiconque franchit le rempart est aussitôt anéanti.

Ne disposer d'une seule composante, notre composante océanique, peut-il réduire l'incertitude sur notre détermination et sur notre appréciation de nos intérêts vitaux ? je ne le crois pas.

Ne disposer que d'une seule composante, remet-il en cause notre capacité de foudroyer l'ennemi ? Sans doute pas davantage.

La seule composante océanique suffit, à condition bien sûr d'en assurer la disponibilité permanente, l'invulnérabilité et l'immédiateté d'une exécution strictement conforme à la décision suprême ; ce qui implique la qualité et l'efficacité du contrôle gouvernemental.

Le second sujet qui a comme corollaire notre dissuasion nucléaire est, en effet, un autre sujet qui nous tient à cœur, nous centristes : celui de l'Europe de la Défense.

C'est là un sujet qui tient particulièrement à cœur des Centristes. Il est totalement anesthésié, hélas. Libye, Mali, RCA, Ukraine... autant de ruptures stratégiques, que l'absence systématique, de la PSDC, dans les grandes crises internationales, malgré la vingtaine d'opérations européennes (EUFOR, EUTM, etc) vient conforter l'idée d'un « colosse aux pieds d'argile ».

Aucune présence de l'Europe sur nos écrans radars, pas même une voix unifiée à s'exprimer, malgré le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) que Traité de Lisbonne de 2009 qui en appelle pourtant à son urgente et pérenne consolidation. Pourtant, nous avons le devoir de nous projeter dans l'avenir, qui est aussi celui de nos enfants. Comment imaginer l'Europe en 2057, cent ans après la création d'une Union de solidarité, de paix, de sécurité et de prospérité partagée, sans une Europe de la Défense ? Une Europe qu'on écoute, une Europe,

vecteur de 23% des échanges commerciaux mondiaux, dont la voix porte à l'ONU, dans ses voisinages, d'une Europe audible avec ses 700 millions d'habitants dans un monde qui en devrait en compter environ 9 milliards.

Cette voix ne saura se faire entendre que si elle se fait respecter en défendant ses intérêts. Hors, en Europe seuls la France et le Royaume-Uni maintiennent et développent la dissuasion nucléaire. Maintenir la dissuasion nucléaire est choisir de renoncer à l'Europe de la défense et choisir l'Europe de la Défense nécessite de remettre en question une doctrine qui nous a certes servi, mais qui a survécu à son utilité.

Pour cela la France devra s'appuyer sur des instruments de puissance, une diplomatie et une défense. Nous avons échoué à la lancer, c'est clair. Faut-il pour autant renoncer ? Non bien sûr car quelle serait donc l'alternative ? C'est le propre du politique comme du soldat de reprendre son paquetage et de repartir de l'avant. La crise ne nous aide pas. Elle attise le doute qui suscite perte de confiance et repli sur soi. Alors que précisément il faudrait une vision collective et de long terme, alors qu'il faudrait avoir la tête droite, les yeux ouverts et le regard responsable fixé sur l'horizon.

On se souvient des paroles du général de Gaulle dans une note de 1961 : « l'Otan, c'est la défense de l'Europe par les Américains » ! Alors si nous voulons que l'Europe soit défendue par les Européens parce que je pense que notre modèle vaut la peine d'être défendu et promu, alors il faut remettre en route l'Europe de la défense et y intégrer le sujet nucléaire.

Les discours de L'île Longue et de Cherbourg sont restés sans écho, mais ils ont compté. Il est temps de prendre acte que nos intérêts vitaux sont aujourd'hui à l'échelle de l'Europe et de reformuler l'offre à notre union et notre alliance. Le coût de cette dissuasion nucléaire en proportion de notre outil conventionnel l'appelle. L'heure du choix approche, d'autant plus que la plus grande incertitude règne à mon sens sur les risques liés à la prolifération nucléaire. Pour être bref, le TNP correspond au monde ancien et au fur et à mesure que les puissances régionales émergeront sur la surface de la planète, la non-prolifération deviendra impossible.

Comment interdire à des puissances régionales plus riches, plus prospères et plus influentes que les anciennes puissances d'accéder à l'arme nucléaire quand, nous même, nous défendons l'idée que la dissuasion est la pierre angulaire de notre indépendance et la défense de nos intérêts vitaux ?

Comment la communauté internationale peut-elle continuer d'interdire par tous les moyens l'arme nucléaire à un pays lorsque d'autres continuent à moderniser leur arsenal nucléaire ? Ce qui est, du reste, une forme de prolifération.

Ayons également aussi en mémoire les discours très tranchés d'un certain nombre de dirigeants de pays du Proche et du Moyen Orient, et de leur résolution de se doter de l'arme nucléaire si l'Iran y parvenait. Ces propos ne sont pas des paroles en l'air ou des gesticulations : il y a, et il y aura de plus en plus dans le monde d'États dotés de communautés scientifiques suffisamment puissantes pour que le nucléaire finisse par se disséminer progressivement sur notre planète au cours du XXI^e siècle.

Dans un contexte de guerre froide, la stratégie du faible au fort, et du concept de non-emploi se mariaient dans une belle logique. Mais dans une stratégie inverse, du fort au faible, dans un contexte où on développe une arme d'ultime avertissement, quand on procède à des

programmes de miniaturisation, on voit bien que l'arme nucléaire tend à sortir du concept de non-emploi pour aller doucement mais sûrement vers le concept d'emploi.

Personne ne peut légitimement considérer que notre rayonnement international ou notre influence politique, ou même notre présence au Conseil de sécurité nous imposent de préserver notre arme nucléaire. Sinon d'ailleurs pourquoi appelons-nous de nos vœux à la présence dans ce même Conseil de sécurité des Nations qui n'ont que des forces conventionnelles ?

Bien entendu, tout cela ne doit pas se faire naïvement, mais il y aurait, à coup sûr, pour la France et pour l'Europe un beau message de paix et de préservation de l'humanité face à l'horreur de l'hiver nucléaire, que de porter l'abolition de l'arme nucléaire, en mettant face à leurs responsabilités les deux grandes puissances qui, à elles seules, disposent de 90 % de l'arsenal nucléaire mondial, c'est-à-dire la Russie et les États-Unis.

Bien entendu, il serait irresponsable de nous désarmer unilatéralement. Mais soyons les ardents défenseurs de la suppression des arsenaux nucléaires dans le monde. Nous ne sommes pas forcément dans l'utopie totale, dans la mesure où Barak Obama a déjà tenu des propos en ce sens. La paix se réalise par l'apaisement, la conciliation, la construction de confiance et par la réduction des menaces. A ce titre, le Traité de non-prolifération contient une clause de désarmement. Or quel crédit donnent-t-on à la volonté de désarmer, si en même temps on modernise et développe l'arme nucléaire? D'autant plus que les besoins technologiques croissants augmentent le poids budgétaire déjà important pour une arme que nous souhaitons à terme abandonner.

Jacques Chirac a supprimé la composante terrestre, en fermant le plateau d'Albion en 1996 et mettant fin au programme Hadès. Combien de discours a-t-on entendu à l'époque déjà pour dénoncer cette décision qui remettait en cause la protection des intérêts vitaux de la France selon ses pourfendeurs ?

Le nucléaire, fait partie de la mystique de la fonction présidentielle et il faut donc beaucoup de force pour qu'un chef de l'État soit capable d'affronter les éternels défenseurs de l'immobilisme.

François Mitterrand et Jacques Chirac l'ont fait. François Hollande le fera-t-il d'ici la fin de son mandat en 2017 ? Malheureusement non, car il est trop faible. En 2017, le prochain président de la République sera ainsi obligé de prendre une décision sur l'avenir de notre dissuasion.

Le choix du maintien ou non de la dissuasion nucléaire est avant tout un choix de société philosophique et moral. Le réduire à un débat technique entre « experts » serait certes un exercice intellectuel intéressant entre érudits, mais exclurait de fait la très grande majorité de la société française faible en citations mais riche en convictions

Pour ce faire, ce débat structurant, pour notre société, doit dépasser les cénacles habituels, d'experts, dans lequel, il a été cantonné jusqu'ici.

Dissuasion nucléaire : pertinence ou obsolescence ?

Jacques Fath,
ancien responsable des relations internationales du PCF ¹

Il peut sembler paradoxal de se demander si une arme est pertinente, c'est à dire appropriée à sa destination stratégique, alors qu'on en conteste l'existence même. Ne faudrait-il pas commencer par interroger... l'impertinence de tous ceux qui persistent, 70 ans après la criminelle tragédie d' Hiroshima et Nagasaki, à faire de la dissuasion nucléaire une « garantie de sécurité », une « assurance vie » quand ce n'est pas « un bien commun de l'humanité »...⁽²⁾.

Ces formulations consternantes traduisent, en France plus qu'ailleurs, une volonté entêtée d'obstruction au débat et une crispation doctrinaire sur une politique de défense structurée par la dissuasion nucléaire. En France plus qu'ailleurs... car même aux États-Unis le débat sur cette pertinence a toujours été un peu moins fermé qu'il ne l'est dans notre pays. Par exemple, c'est aux États-Unis, dans le Wall Street Journal, que quatre hauts responsables bien connus⁽³⁾ – démocrates et républicains – ont pu signer ensemble plusieurs tribunes successives (en 2007, 2008, 2010 et 2011) sur les problématiques de la dissuasion et en particulier sur celle d'un monde sans armes nucléaires. En France, les réflexions des opposants à l'arme nucléaire et à la dissuasion, jusqu'à celles d'un Général 5 étoiles comme Bernard Norlain, ont bien du mal à passer les barrières du déni ou de la censure, barrières qui servent la thèse d'un prétendu « consensus national » favorable à la dissuasion. Cette thèse n'est pourtant qu'un vieux mensonge.

On saisit les raisons de cet état de fait : dans le nouveau contexte international issu du basculement géopolitique et des bouleversements politiques intervenus avec la chute du mur de Berlin, la question de la pertinence de la dissuasion nucléaire se pose inévitablement de façon nouvelle avec la mutation ainsi intervenue du contexte stratégique... alors que la période ayant précédé – celle de la Guerre froide – s'identifie comme celle de l'âge nucléaire. Une page de l'histoire semble vraiment tournée. François Géré, Président de l'Institut français d'analyse stratégique, parle à juste titre d'une « validité décroissante » de la stratégie de dissuasion nucléaire⁽⁴⁾.

Gardons-nous cependant, d'une lourde faute d'interprétation. Cette validité décroissante de la dissuasion nucléaire dans le nouvel état du monde ne signifie pas que la dissuasion fut « pertinente » – au sens qu'elle aurait pu être légitime – durant la deuxième moitié du 20^e siècle, dans cet âge nucléaire aujourd'hui finissant. Il est important de souligner que la dissuasion fut, dès le départ, non seulement sujette à caution, mais plus encore fautive dans son essence. On omet d'ailleurs trop souvent de rappeler que cette logique de la dissuasion a fonctionné comme un moteur puissant de l'accroissement des arsenaux atomiques. Pour éviter la guerre, il fallait, en effet, se montrer capable de représailles, y compris massives, ce qui

1 Auteur de « Penser l'après... Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde », Les éditions Arcane 17, 2015.

2) Sur ces formulations et sur l'ensemble des questions posées dans cet article, on peut se reporter à « Penser l'après... », chapitre : « Sur la dissuasion. Et si l'âge nucléaire arrivait à sa fin ? », pages 177 et suivantes.

3) George Schultz (Secrétaire d'État de 1982 à 1989) ; William Perry (Ministre de la Défense de 1994 à 1997) ; Henri Kissinger (Secrétaire d'État de 1973 à 1977) ; Sam Nunn (Président de la Commission des forces armées de 1987 à 1995).

4) « La sortie de guerre. Les États-Unis et la France face à l'après-guerre froide », François Géré, Economica, 2002.

contribua à nourrir une escalade démentielle ainsi que les risques de prolifération. Allons plus loin. Comment qualifier de pertinente une stratégie ou une théorie de dissuasion découlant mécaniquement de l'impossibilité d'utiliser une arme dont la puissance destructrice constitue en soi une menace pour l'humanité elle-même ? Le refus d'une destruction mutuelle assurée ou d'un suicide collectif relève non pas de la pertinence d'une élaboration théorique en matière de sécurité internationale, mais de l'impasse stratégique et politique majeure atteinte au 20^e siècle : une impasse à laquelle ont fini par conduire deux guerres mondiales, une course effrénée aux armements, l'obsession de la puissance et de la force... L'histoire de l'après 1945 montre à la fois les risques d'accident et les nombreuses crises internationales qui ont rapproché le monde d'une catastrophe ou qui l'ont même projeté subitement à la porte de l'apocalypse ⁽⁵⁾. Voilà une pertinence – sans parler des coûts démesurés – dont les peuples du monde entier se seraient bien passé.

La dissuasion nucléaire n'a donc jamais été pertinente quelle que soit la signification qu'on donne à ce mot. Elle a constitué en elle-même la gestion par défaut d'un risque majeur et d'une menace pour le genre humain, ultimes rapprochements d'une montée aux extrêmes. On ne peut faire de la dissuasion nucléaire – expédient doctrinal providentiel – un facteur positif de l'histoire et de la sécurité internationale.

Le problème posé après la guerre froide, aujourd'hui et pour l'avenir, est d'un autre ordre. La question de la pertinence de la dissuasion se formule donc en d'autres termes. La dissuasion n'est pas plus légitime qu'hier. Elle est, de surcroît, en déphasage de nature stratégique par rapport au nouveau contexte. Nous avons effectivement changé de période historique avec la disparition du bloc de l'Est, la transformation profonde des réalités géopolitiques et de la nature de la guerre dans un contexte de crise systémique du capitalisme. La dissuasion nucléaire, globalement, ne correspond que de moins en moins aux problématiques nouvelles de la conflictualité internationale et aux problèmes réels de la sécurité.

Les armes nucléaires ne peuvent en rien dissuader les acteurs et les facteurs actuels de ce qu'on appelle, dans une généralisation abusive et impropre, les nouvelles menaces à la sécurité, notamment : réseaux terroristes ou de la criminalité organisée, extrémismes politiques et sociaux violents, groupes armés, cybercriminalité, piraterie maritime, migrants clandestins... Une certaine littérature politico-sécuritaire n'a cessé de produire ce genre inacceptable d'inventaire à la Prévert qui mélange causes et conséquences, protagonistes et victimes des drames et des violences qui affectent notre monde... Et bien souvent avec pour seule « explication » l'idée que les menaces d'aujourd'hui ne seraient plus extérieures mais intérieures aux États. Disons que la guerre et la violence politique du temps présent, effectivement, ne sont plus d'abord, comme hier, celles d'adversaires étatiques. Elles sont le fruit d'une situation de crise générale issue du mode de développement capitaliste, des politiques anti-sociales et régressives qui en découlent, des interventions militaires et des politiques de force productrices de déstabilisations élargies et d'effondrements institutionnels et politiques, notamment au Sud. Comment la dissuasion nucléaire pourrait-elle apparaître comme une réponse pertinente à cette réalité ?

Dans cette nouvelle période historique ce que l'on désigne comme une perte de pertinence de la dissuasion nucléaire – on devrait dire perte de validité ou de crédibilité stratégique – se rapporte au moins à trois facteurs principaux.

1. Un contexte de crise économique et d'austérité néo-libérale qui contraint tous les budgets, principalement pour les pays du monde occidental, et qui pousse à la diminution des dépenses

5) Voir en particulier « Les armes nucléaires, mythes et réalités », Georges Le Guelte, Acte Sud, 2009.

publiques, y compris certaines dépenses militaires. Le coût de la dissuasion nucléaire reste élevé, mais il en est de même pour les équipements conventionnels, pour le fonctionnement des armées, pour les opérations militaires à l'extérieur... pour l'ensemble des lignes de dépenses d'un budget Défense que les autorités françaises disent vouloir « sanctuariser ». La France, cependant, s'épuise financièrement à vouloir tout faire, à vouloir disposer de toutes les capacités, du nucléaire au conventionnel en passant par la cyberdéfense, le renseignement... à vouloir moderniser et renforcer l'ensemble de ses dispositifs et de son outil de défense. Ce choix rentre en collision directe avec les réalités de la situation internationale. Les crises et les conflits ne se résolvent pas militairement et s'aggravent; les déstabilisations s'élargissent ; le coût des opérations extérieures explose en créant souvent davantage d'ennemis qu'elles parviennent à en neutraliser ; les besoins de financement pour l'ensemble des missions définies par les Lois de programmation militaire restent mal couverts ; les exigences de la sécurité intérieure et de l'anti-terrorisme, auxquelles les forces armées doivent maintenant contribuer, ont une répercussion budgétaire importante directe... C'est l'impasse. Et cette impasse suscite un débat politique dans lequel la dissuasion nucléaire est mise en question. Pour certains, y compris à droite, il faudrait en diminuer le coût, par exemple en supprimant la composante aérienne. C'est ce que propose notamment Hervé Morin, ancien ministre (UDI) de la Défense. Bien sûr, la dissuasion nucléaire n'est jamais explicitement et globalement mise en cause dans sa pertinence. Rares sont ceux qui osent ouvertement braver le tabou nucléaire. Plus nombreux sont ceux, notamment chez les militaires, qui, d'une autre façon, affirment indispensable d'augmenter les dépenses pour les forces conventionnelles...Quelques uns rappellent en même temps que la dissuasion nucléaire – aujourd'hui centrale dans la Défense française – ne peut apporter toutes les réponses nécessaires aux enjeux de la sécurité sur les plans national et international.

Cependant, on constate aussi, à l'inverse, que de fortes pressions s'exercent en faveur de l'augmentation du budget dissuasion au nom d'une « inévitable » modernisation de l'arsenal français. Même le Chef d'État-Major des Armées, Pierre de Villiers, s'inscrit dans cette perspective en prévoyant que ce budget passerait de 3,5 à 4,5 milliards d'euros d'ici 2019, en fin de parcours de la Loi de programmation en cours. Il n'est d'ailleurs pas le seul à s'engager sur ce terrain.

Les autorités françaises s'inscrivent dans une tendance mondiale à la modernisation et au renforcement des arsenaux atomiques afin de conserver la place de la France à la table des grands dans un contexte stratégique complexe qui reste plus que jamais dominé par l'expression de la puissance et les hiérarchies que celle-ci implique. L'idée souvent mise en avant que l'arme nucléaire, dans un tel contexte, ne peut être « désinventée » atteste que ces armes sont considérées comme indispensables à l'affirmation d'un statut de puissance. La dissuasion nucléaire est finalement devenue un instrument politique qui définit un rang et un prestige, davantage qu'un outil militaire en train de perdre sa « valeur d'usage »... Le débat sur sa validité ou sa pertinence en est fermé d'avance, et dans cette crispation c'est à peine s'il parvient à affleurer chez les militaires, les premiers concernés pourtant.

2. Un paysage géopolitique complexe qui n'a plus rien à voir avec celui de la confrontation des blocs dans la deuxième moitié du 20^e siècle, contribue à l'affaiblissement de la pertinence ou de la validité stratégique de la dissuasion. La possibilité d'une troisième guerre mondiale ou d'une nouvelle guerre en Europe n'est plus vraiment à l'ordre du jour, même déguisée dans la formule magique de la « surprise stratégique », concept datant de la Guerre froide qui permet aujourd'hui de désigner dans l'abstrait, n'importe quelle attaque hypothétique tout en s'exonérant d'une analyse critique sérieuse des causes réelles de la conflictualité et des

insécurité.

Dans sa longue déclaration finale le sommet de l'OTAN au Pays de Galles (4 et 5 septembre 2014) souligne que « les conditions dans lesquelles un recours à l'arme nucléaire pourrait être envisagé sont extrêmement improbables ». Pour une organisation qui se définit elle-même comme une alliance nucléaire, ce constat est très significatif des nouvelles réalités géopolitiques. En dépit des discours de propagande et des campagnes idéologiques, on assiste bien à la fin des confrontations de systèmes antagoniques... à l'épuisement de l'âge nucléaire. Même l'escalade de la tension dans la très sérieuse crise ukrainienne reste, pour l'essentiel, circonscrite. Cette crise s'est révélée, précisément, très utile pour Washington et ses alliés : elle a servi dès le départ à pousser au réarmement des pays européens, à tenter de faire renaître un ennemi stratégique global, à chercher une relégitimation de la dissuasion nucléaire. Dans un processus politico-médiatique intense, responsables politiques, gouvernements, experts, commentateurs n'ont cessé d'alimenter une extrême dramatisation du conflit, des présentations alarmistes et peu crédibles sur les risques d'invasion russe en Europe et sur la potentielle menace nucléaire de Moscou. Alors que Poutine n'a évidemment pas les moyens de défier l'OTAN dans ses espaces de domination... Les puissances occidentales sont allées ainsi jusqu'à faire renaître un esprit de guerre froide, à défaut de pouvoir en ressusciter les réalités stratégiques. Les autorités françaises en ont rajouté en parlant d'un « retour de la force » dans les relations internationales, comme si l'exercice de la force avait précédemment disparu alors qu'il constitue dans la longue durée un des paramètres les mieux partagés... par tous les acteurs.

Ce nouveau contexte n'est évidemment pas exempt de risques et de menaces, bien au contraire : conflits cruciaux non résolus, montée de nationalismes, propagation des forces d'extrême droite, de groupes armés terroristes et ultra-sectaires, permanence des politiques de puissance et des logiques militaires, nouvelle course aux armements... le nouvel état du monde a rarement été autant marqué par l'instabilité et par l'incertitude notamment au Proche-Orient et dans cet immense espace asiatique, le plus nucléarisé de la planète, nouveau champ d'affrontement des États-Unis et de leurs alliés face à l'émergence de la Chine comme grande puissance.

Ce qui domine aujourd'hui, ce sont ainsi les rivalités multiples et complexes de puissances, les concurrences exacerbées, des crises majeures, ainsi que des frustrations sociales incoercibles. Mais dans ce capitalisme mondialisé et hiérarchisé, si les confrontations, y compris militaires, sont inévitables, les défis communs peuvent imposer des coopérations, des ententes ou des connivences... Comment les grands problèmes du monde globalisé d'aujourd'hui pourraient être traités, négociés sans la Chine et la Russie, sans les BRICS... L'hégémonie des puissances occidentales n'est plus possible dans un monde où la puissance est ainsi redistribuée, repartagée. Rien est décidé à l'avance mais le temps de l'antagonisme global systémique est terminé, et avec lui, celui de la centralité stratégique de la dissuasion et des armes nucléaires. Ce sont d'autres formes de conflictualité et de confrontations de puissances qui sont à l'œuvre. La dissuasion nucléaire fait aussi l'objet de contournements par la technologie et par les projets de mise au point d'armes conventionnelles et de vecteurs balistiques aux performances d'exception : très grande puissance destructive, extrême précision, très long rayon d'action, grande rapidité de déclenchement des frappes, hyper-vélocité, furtivité pour l'invisibilité aux radars... De telles armes sont conçues pour être adaptées et concrètement utilisées dans les nouvelles confrontations militaires. Elles relativisent le rôle des armes nucléaires. C'est ce qu'aux États-Unis on appelle le système de « Frappes stratégiques rapides » ou « Prompt global strike » ⁽⁶⁾. Leur coût très élevé les place au-delà des capacités budgétaires françaises.

6) Voir par exemple, sur ce sujet, la note No 05/2012 (décembre 2012), Recherches et documents, « Frappes

Il reste qu'aujourd'hui la tentation est très grande – afin de rétablir une domination stratégique avec une possibilité réelle de frappes très puissantes – de rechercher un dépassement de la dissuasion par des armes conventionnelles spécifiques ou bien par des armes nucléaires de charge plus faible mais d'une plus grande précision. Une telle évolution – surtout dans un contexte plus incertain où les acteurs nucléaires sont relativement plus nombreux – fait craindre un abaissement du seuil d'emploi des armes nucléaires. Dans cette configuration, la dissuasion n'existerait plus parce qu'il ne s'agirait plus d'empêcher la guerre, mais de la gagner.

Cette nouvelle course aux armements pose des problèmes politiques, techniques et budgétaires considérables qui ne semblent pas réellement surmontés ni aux États-Unis, ni ailleurs. Ce qui souligne non seulement l'impasse des systèmes actuels de défense et de la dissuasion nucléaire, mais aussi – dans un contexte de crise systémique – les limites de la poursuite d'une escalade qualitative et technologique censée apporter les moyens d'une supériorité, voire d'une suprématie militaire dans l'ordre international et la hiérarchie néo-impériale des puissances. Il y a bien une crise de pertinence stratégique illustrée notamment par l'échec des guerres américaines et par l'extension de la déstabilisation en Afrique et dans le monde arabe en particulier. Mais cette crise n'est donc pas seulement celle de la dissuasion nucléaire. C'est la crise de tout un système politico-militaire de domination, la crise d'une pensée stratégique fondée sur la démonstration de la puissance, le préalable du militaire et l'exercice de la force.

3. Un besoin de changements fondamentaux commence à s'exprimer avec insistance. Le 28 avril 2015, lors de la Conférence de révision quinquennale du Traité sur la non-prolifération (TNP), 159 États (7) ont soutenu à l'ONU un appel à l'interdiction des armes nucléaires, pour leur complète élimination, en raison de leurs effets humains catastrophiques. Ce n'est pas la première fois qu'un tel nombre d'États votent ensemble contre les armes nucléaires et contre la dissuasion. À l'évidence, une opposition internationale aussi majoritaire légitime l'action de toutes les forces agissant pour la paix, pour des initiatives en faveur du désarmement et d'une démilitarisation des relations internationales. Elle affaiblit la posture de ceux – singulièrement minoritaires dans le monde – pour qui l'arme nucléaire est un moyen de la sécurité qui validerait la pertinence de la dissuasion.

Cette pertinence a été affectée aussi par la réunion du Conseil de Sécurité du 24 septembre 2009 et par la résolution qui fut alors adoptée sous la présidence de Barak Obama. Réuni pour la première fois depuis 1946 sur la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaire, et à ce niveau des chefs d'États et de gouvernements, le Conseil de Sécurité a voté la résolution 1887 qui appelle, selon la formulation même du TNP, à un Traité de désarmement nucléaire général et complet, tout en exprimant une détermination « à œuvrer à un monde plus sûr pour tous, et à créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires ». On peut constater, six années plus tard, à quel point cet événement majeur est cependant resté sans effet. Toutes les puissances nucléaires renforcent et modernisent leurs arsenaux. Mais on peut aussi mesurer, pour l'avenir et pour alimenter les batailles politiques indispensables, l'importance de ces engagements officiels comme points d'appui parce qu'ils contribuent à la nécessaire délégitimation de la dissuasion et de l'existence même des armes nucléaires.

Comment pourrait-on soutenir sérieusement et durablement la pertinence de la dissuasion lorsqu'en fin de compte, d'une façon ou d'une autre, la quasi-totalité des États du monde, y

stratégiques rapides », Bruno Gruselle, Fondation pour la Recherche Stratégique.

7) Cet appel n'a été soutenu, en particulier, ni par les membres permanents du Conseil de Sécurité, ni par quatre autres pays : Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord.

compris les principales puissances dotées de l'arme nucléaire, se sentent contraintes – avec des degrés d'hypocrisie variables – à en contester officiellement la pertinence ? Le plus grand nombre au nom de l'inhumanité de ces armes, les autres, membres permanents du Conseil de sécurité, à cause du danger qu'elles constituent pour la sécurité internationale. Ne sous-estimons pas la portée des avancées de principe ou symboliques ainsi obtenues dans un combat forcément de longue haleine, et dont les enjeux fondamentaux se situent rien moins qu'au niveau de l'ordre du monde et de la mise en cause des politiques de puissance. C'est l'alternative du désarmement qui est à l'ordre du jour...pas la crispation sur les armes et sur les stratégies d'hier.

«Le temps de la dissuasion nucléaire n'est pas dépassé, dit pourtant le Chef de l'État François Hollande, à la suite de ses prédécesseurs. Il ne saurait être question, ajoute-t-il, y compris dans ce domaine, de baisser la garde »⁽⁸⁾. Ce discours français très habituel fut l'occasion pour le Président de la République de souligner quelques un des principaux arguments censés justifier la dissuasion nucléaire : la protection du territoire national, la reprise de la course aux armements, la possibilité d'un conflit étatique, l'abaissement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire.

Cette énumération assez classique peut évidemment être discutée. Le territoire national, en effet, n'est plus vraiment menacé aujourd'hui. La possibilité d'un conflit étatique de nature nucléaire semble plutôt faible, surtout en Europe, et les efforts pour transformer la crise ukrainienne en menace russe globale n'ont guère eu de prise malgré la gravité du conflit. En revanche, une nouvelle course aux armements est effectivement en cours. L'abaissement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire est un risque réel, ainsi que la possibilité d'un emploi en premier de cette arme. La France, d'ailleurs, y contribue elle-même à sa façon par son concept « d'ultime avertissement » censé « rétablir la dissuasion » alors qu'un tel « avertissement » s'il était effectivement délivré⁽⁹⁾, sanctionnerait un flagrant échec de celle-ci.

Soulignons cependant que le problème essentiel n'est pas dans la capacité à identifier la nature des risques et des menaces. Au-delà des controverses et des débats sur cette question sensible que l'on ne peut négliger, personne, en effet, ne peut échapper à ce qui fait aujourd'hui une situation internationale dangereuse, sauf à refuser les évidences d'un monde de conflits de grande ampleur et de violences multiples.

Le problème le plus décisif c'est la réponse politique nécessaire, c'est la contre-logique d'ensemble qui permettra d'ouvrir un autre chemin que celui de la guerre, des logiques de force, de la tension et de l'insécurité. Il faut construire de la sécurité par le développement humain durable, la démocratie, le multilatéralisme, le règlement politique des conflits, le désarmement et l'élimination des armes de destruction massive. La France devrait y contribuer activement, faire entendre une voix indépendante et spécifique et prendre des initiatives notamment pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et pour l'application du TNP, Traité quasi universel⁽¹⁰⁾ de désarmement puisqu'au-delà de l'interdiction de la prolifération, il appelle donc (en son article 6) à un processus de désarmement général et complet.

Il y a donc un projet à bâtir, une vision du futur à (re)construire. Mais il faut donner un sens à l'action. C'est le moment où jamais alors que les partisans de la dissuasion nucléaire

8) Discours de François Hollande sur la dissuasion nucléaire lors d'un déplacement auprès des forces aériennes stratégiques à Istres, 19 février 2015.

9) Rappelons que « l'ultime avertissement » serait délivré par les forces aériennes stratégiques à l'aide d'un missile air-sol moyenne portée, porteur d'une charge équivalente à 20 fois celle d'Hiroshima.

10) Seuls Israël, l'Inde et le Pakistan n'en sont pas signataires, avec la situation spécifique de la Corée du Nord qui a annoncé son retrait en 2003.

commencent à perdre de leur belle assurance. Les experts les plus aguerris s'acharnent aujourd'hui à vouloir définir – sans succès manifestes – un « nouvel âge » ou un « deuxième âge » du nucléaire. Ils ont du mal à définir un nouveau statut des armes nucléaires dans un contexte où l'inadaptation stratégique de celles-ci s'amplifie. Ils sentent bien, en effet, à quel point le premier âge du nucléaire, celui de la guerre froide, est maintenant en train de se terminer en condamnant la dissuasion nucléaire à une « validité décroissante »... On comprend pourquoi cette obsolescence programmée de la dissuasion stimule une crispation permanente sur la sauvegarde d'un choix dépassé mais qui constitue un verrou bien pratique contre tout changement progressiste de politique étrangère et de défense. Naturellement – on le sait – rien ne va de soi. Cette obsolescence programmée il faut l'aider à s'imposer, il faut pour cela alimenter une nécessaire mise en cause sur le fond des armes nucléaires et de la dissuasion.

Les experts peuvent toujours souligner que l'arme atomique n'a pas été utilisée depuis Hiroshima et Nagasaki pour s'en féliciter en célébrant le mythe d'une arme « protectrice » et celui de la dissuasion comme stratégie réfléchie de non-guerre... Ce discours-là n'a que trop duré. On devrait, en revanche, s'attacher à mesurer ce que les armes nucléaires ont objectivement « coûté » – dans tous les sens du terme – à l'humanité du fait de leur existence même, du fait de leur accumulation, des risques immenses dont elles sont porteuses, des relations internationales qu'elles ont contribué à façonner et du mode de développement dans lequel elles s'inscrivent concrètement.

L'arme nucléaire, en effet, n'est pas qu'une arme, même spécifique dans sa puissance et ses effets. Ce n'est pas qu'un système d'armes plus complexe... C'est une chaîne de moyens scientifiques, technologiques, industriels, énergétiques et militaires. C'est une cohérence globale politique, stratégique et économique. La dissuasion nucléaire contribue à structurer les développements de l'industrie de l'armement, des capacités conventionnelles, de la technologie et de la recherche, avec des coûts d'ailleurs particulièrement élevés comme ceux relatifs aux essais par simulation en laboratoire à l'aide du programme de Laser mégajoule. Cette cohérence est une autre raison pour laquelle certains avancent l'idée qu'on ne peut « désinventer » l'arme nucléaire. Celle-ci participe effectivement de la logique structurante de la militarisation dans tous ses aspects. C'est contre cette logique d'ensemble si problématique qu'il faut définir une alternative. L'élimination des armes nucléaires est donc aussi, en même temps, un combat de transformation systémique pour un changement de société. Un monde sans armes nucléaires ne serait pas simplement le monde actuel, celui dans lequel nous vivons... les armes nucléaires en moins. Ce serait un monde rendu différent par l'expérience des combats menés, un monde dans lequel les contraintes de la puissance, de la domination et de la militarisation auraient moins de prise sur les grands paramètres politiques de la sécurité collective, de l'ordre institutionnel mais aussi ceux de la science, de l'économie, de l'éducation et de la culture. Il est donc impératif de mettre en question la puissance comme moyen et comme finalité du capitalisme dans l'ordre mondial et contre le développement humain. Le désarmement et l'élimination des armes nucléaires s'inscrivent dans cette ambition éthique et politique essentielle.

Une dernière remarque. Alors que l'exigence de la protection de la nature et de l'environnement, la recherche d'un urbanisme et d'un mode de vie écologiques et le principe de précaution témoignent de la progression citoyenne d'une conscience commune et d'un sentiment de responsabilité, il serait contradictoire et aberrant que la dissuasion nucléaire, avec les dangers démesurés qu'elle représente, puisse subsister comme conception dominante de la sécurité dans le monde. L'enjeu climatique commence à être pris en compte. Des mesures collectives, voire contraignantes, de réduction des facteurs de risque sont négociées

(laborieusement, il est vrai). L'enjeu des armes nucléaires, autre grand défi planétaire, devrait susciter de la même manière des mesures de prévention contre les menaces à la paix, et pour un désarmement véritable. Avec la sécurité, le désarmement devrait enfin être inscrit comme un but... pertinent dans la Charte des Nations-Unies.

Il faut donner du sens à l'action politique dans une période de crise générale de la globalisation capitaliste. Une période, certes, de violences, d'instabilités et d'incertitudes majeures... mais une période qui appelle des projets politiques, des ambitions sociales et des réponses d'envergure à construire dans tous les domaines face aux grands défis de classe, mais aussi de civilisation, que sont la transformation du mode de développement et l'enjeu climatique, les migrations, la paix et la sécurité pour les peuples.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LA DISSUATION NUCLEAIRE

Jacques Le Dauphin,
directeur de l'IDRP

L'institut catholique de Paris, Justice et Paix, Pax-Christi France, ont publié un livre intitulé « La paix sans la bombe ? organiser le désarmement nucléaire ». Bien que présenté comme un essai, ce livre, de par l'importance des organismes signataires, peut être perçu comme reflétant la position actuelle de l'Église catholique française sur la dissuasion nucléaire. Il a d'ailleurs été officiellement présenté à la Conférence des évêques de France le 19 février 2015. Ainsi l'Église entend réamorcer sur de nouvelles bases sa réflexion sur la dissuasion nucléaire.

Depuis l'apparition de l'arme atomique jusqu'à aujourd'hui, l'Église catholique a suivi un long cheminement en lien avec les évolutions de la situation internationale. L'expérimentation sur des populations civiles de l'arme atomique, à Hiroshima et Nagasaki par l'armée américaine et la tragédie qui en a résulté a suscité un profond émoi au Vatican sans toutefois se traduire par une condamnation. La guerre froide a fortement pesé sur les positions du Saint-Siège. Le Pape Pie XII s'est montré particulièrement préoccupé par les progrès du communisme en Europe et dans le monde, c'est pourquoi il n'a pas prononcé de condamnation de l'utilisation de cette nouvelle arme. Dans cet esprit il a refusé de soutenir, même indirectement, les campagnes se prononçant contre toute nouvelle utilisation, comme celle mondiale de l'« Appel de Stockholm » de mars 1950, considérées comme animées par les communistes. Dans son message de Noël 1951, il estime que « réduire le problème de la paix à l'existence ou à l'utilisation des armes atomiques, c'est tomber dans une sorte de matérialisme pratique, de sentimentalisme superficiel ». Pendant toute la période de la guerre froide, jusqu'au début des années 90, le jugement porté sur l'arme atomique, devenu nucléaire, par l'Église catholique est déterminé par trois considérations « tout emploi de l'arme nucléaire serait dévastateur pour le monde, mais l'équilibre de la terreur nucléaire oppose cependant de fait un obstacle à l'expansion du système soviétique ». Ainsi en juin 1982, le Pape Jean-Paul II écrivait « dans les conditions actuelles, une dissuasion fondée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi, mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être moralement acceptable ». La Conférence épiscopale française du 8 novembre 1983, adopte un document intitulé « gagner la paix » se prononçant dans le même sens, à savoir que la dissuasion est légitime. C'est pourquoi dans la notice explicative donnée à la presse, il est indiqué « les nations peuvent légitimement préparer leur défense pour dissuader les agresseurs, même par une contre-menace nucléaire ». Ce souci de l'équilibre entre les deux blocs antagonistes sera permanent durant la guerre froide, un souci largement partagé au-delà de l'Église catholique. Selon l'Église, « ce souci repose sur trois éléments indissociables : la stratégie de dissuasion vise un équilibre, ne recherchant pas l'emploi mais seulement à détourner un adversaire potentiel d'éventuels projets d'agression, un pis-aller imposé par les circonstances, car il demeure impératif d'inverser la tendance à l'accumulation d'armes nucléaires. »

La fin de la guerre froide se devait de conduire à un réexamen des positions prises. L'accumulation démentielle d'armes nucléaires dans la période précédente par les deux super-puissances, l'amorce de prolifération à d'autres pays, tendaient vivement à porter

l'accent sur l'urgence du désarmement nucléaire, et à remettre en cause les logiques de dissuasion. Ainsi Célestino Migliore, observateur permanent du Saint-Siège aux Nations Unies, déclarait le 6 mai 2010 « aussi longtemps que les armes existeront, elles permettront et même encourageront la prolifération (...) Les dotés, assurés de la défense et la sécurité, ou même le pouvoir, retardent de facto les processus de désarmement et de non-prolifération ». Ce positionnement fut repris à plusieurs reprises, notamment en juillet 2011 par le nouvel observateur du Saint-Siège à l'ONU, l'archevêque Francis Chullikatt, lequel souligne « Les États dotés de l'arme nucléaire doivent remplir leurs obligations de négocier l'élimination totale de leurs arsenaux s'ils veulent prétendre avoir une quelconque crédibilité lorsqu'ils demandent aux États non dotés de tenir leurs engagements à ne pas obtenir des armes nucléaires (...) L'illégalité de la menace et de l'emploi des armes nucléaires remet sérieusement en question la légalité de posséder des armes nucléaires ». C'est une interpellation des politiques de dissuasion menées par plusieurs pays, dont la France. Pour ce qui la concerne, la France devrait-elle s'engager dans un désarmement nucléaire unilatéral ? C'est le sens d'un appel lancé par 46 personnalités, parmi lesquelles plusieurs chrétiens, qui demandent que la France abandonne unilatéralement et sans délais son armement nucléaire, en indiquant « la dissuasion nucléaire est immorale, irréaliste, dangereuse et coûteuse (...) nous ne sommes pas directement responsables du désarmement mondial, mais nous le sommes entièrement du désarmement nucléaire de notre pays (..) sans attendre l'abolition générale des armes nucléaires par une convention internationale encore et toujours hypothétique ». Ces idées sont reprises dans les milieux chrétiens. Ainsi Michel Dubost, évêque d'Évry, ex-évêque aux armées, déclare « nous pouvons légitimement aujourd'hui nous interroger sur la nécessité de posséder une arme atomique, car à vue humaine, il n'y a pas d'ennemi réel (de toute façon, on ne lutte pas contre le terrorisme avec une bombe) ». Comme le montrent les orientations du Livre blanc de la défense française, la France ne s'inscrit pas en ce sens. Les dernières déclarations du président Hollande sur le sujet à Istres le confirment. Comme le note dans une interview Michel Drain, professeur associé à l'IFRI, co-auteur du livre « la paix sans la bombe », on perçoit même une « certaine dérive » au regard de la position classique de la France concernant la dissuasion. De son côté, Marc Stenger, évêque de Troyes, président de Pax Christi France dénombre quatre questions : « est-il moralement légitime d'obtenir la sécurité par la menace d'utiliser l'arme nucléaire ? », « n'y-t-il pas une incitation irresponsable à la prolifération quand on remet en question le désarmement au nom d'un danger de prolifération incontournable ? », « à justifier la possession des armes nucléaires par la garantie de la sécurité de ceux qui les possèdent, ne revient-il pas à valider une profonde injustice ? », « enfin est-il moralement concevable de détourner au bénéfice du maintien de l'armement nucléaire et de sa progression des ressources qui sont ainsi perdues pour l'aide au développement ? ». De telles questions recouvrent des enjeux éthiques et stratégiques qui ont toute leurs places dans le débat, car elles concernent directement la France

Toutefois ni le livre « la paix sans la bombe », ni la Conférence des évêques ne préconisent un désarmement unilatéral. Ils se positionnent sur le message du Pape François, lequel, lors de la soixantième journée mondiale de la paix en décembre 2013, s'est prononcé en faveur de « la non-prolifération des armes et du désarmement de la part de tous, en commençant par les armes nucléaires ». Dans cet esprit, la Conférence des évêques de France de février 2015 a souligné l'urgence du désarmement nucléaire. Lors de la Conférence, Sylvie Bokbari De Portal, ancienne doyenne de la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris, a dressé « un état des lieux alarmant, tant de la cartographie nucléaire mondiale actuelle (8 pays dotés officiellement de cette arme, 9 si on suppose la Corée du nord

et davantage d'autres pays « en mesure de la rendre opérationnelle en 6 mois), que des menaces de prolifération et de modernisation des arsenaux existants aujourd'hui ». C'est pourquoi comme l'a déclaré Denis Vienet, secrétaire général de la mission pontificale, Justice et Paix « notre souhait est que la France prenne le chemin d'un monde sans armes nucléaires ».

C'est une invitation au débat que lance l'Église catholique avec l'essai « la paix sans la bombe ».

Ainsi la conclusion de l'ouvrage identifie quelques thèmes de débats, non exhaustifs, concernant l'actuelle politique française de dissuasion, en particulier : « Pourquoi la France n'exprime pas clairement son approbation de l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires ? Pourquoi ne déclare-t-elle pas sans restriction qu'elle n'emploiera pas l'arme nucléaire contre un pays adhérent au TNP et respectant ses dispositions ? Quelles initiatives la France envisage-t-elle de prendre pour relancer le désarmement nucléaire et assumer le succès des conférences d'examen du TNP ? Comment entend-elle contribuer à la réduction des potentiels nucléaires tactiques en Europe ? Comment justifier son actuel armement nucléaire au regard du principe de « suffisance », qui est en principe à la base de sa doctrine de dissuasion ? Pourquoi déploie-t-elle encore trois cents têtes nucléaires d'une puissance globale de l'ordre de dizaines de mégatonnes ? Pourquoi développer de nouvelles ogives nucléaires ? ».

L'Église lance un débat qui ne concerne pas que les milieux chrétiens, il interpelle les décideurs.

Ne convient-il pas de participer à ce débat ?

Les défis de la gauche en Amérique latine

Obey Ament,
collaborateur du secteur international du PCF

Après quinze ans de gouvernements de gauche qui ont marqué l'histoire du continent américain l'Amérique latine se trouve confronté à des défis nouveaux résultat des changements sur le plan économique liés à la crise systémique actuel dans le contexte d'un très dur affrontement avec les forces de l'opposition qui essayent d'appuyer leur action sur les possibles mécontentements résultant des difficultés économiques. La non réalisation, pour des raisons diverses, d'un certain nombre de réformes structurelles favorisent l'exacerbation des problèmes que la crise actuelle ont mis en évidence. Les lignes qui suivent essaye de manière rapide de montrer un panorama de la situation actuelle dans la région.

Ces quinze dernières années l'Amérique latine a connu de changements majeurs qui ont façonné durablement une région qui avait été, depuis la naissance des États qui la composent, soumise à l'hégémonie étasunienne et l'objet des visées des puissances européennes et des différents intérêts économiques. Il y a aussi une droite qui défend les options du néolibéralisme, qui reste active et s'organise, parfois elle gouverne en alliance avec les États-Unis.

Ces changements sont l'œuvre de différentes forces de gauche et progressistes, très diverses, qui gouvernent un nombre important des pays avec des résultats sans précédent dans la région. Des avancées démocratiques et sociales importantes, avec la mise en place de droits nouveaux et avec la création d'institutions régionales nouvelles font de l'Amérique latine une exception dans un monde marqué par des conflits et des confrontations, par une crise économique et financière profonde, par des reculs graves dans le domaine des droits et des menaces croissantes pour l'environnement.

Rien n'a été facile. La gauche latino-américaine s'est imposé comme une force gouvernementale au bout d'une décennie de luttes dans un contexte marqué par l'offensive idéologique qui affirmait l'impossibilité de créer des sociétés alternatives au capitalisme. En 1999, au Venezuela, Hugo Chavez a gagné l'élection présidentielle en agglutinant les exigences d'un mouvement populaire qui s'était opposé aux diktats du FMI et contre les partis traditionnels qui sont succèdes et discrédités dans la mise en place des politiques néolibérales. Au Brésil, Luis Inacio Lula da Silva gagnait l'élection présidentielle en 2002 après plusieurs tentatives ans dans un pays où les luttes en faveur de la démocratie n'avaient cessé de croître pendant et après la dictature militaire . En Argentine, Nestor Kirchner emportait les élections en 2003 après une révolte populaire dans un pays endetté qui du se déclarer la suspension du paiement de sa dette. En Uruguay, Tabaré Vazquez le candidat du « Frente amplio » accédé à la présidence et en 2006 Rafael Correa, en Équateur, et Evo Morales en Bolivie ont à leur tour pris la direction de leurs pays toujours après des périodes d'intenses luttes. En Uruguay, des luttes importantes se sont déroulés en faveur de la sauvegarde des services publics, en Bolivie, les mouvements sociaux sont passés des luttes contre la privatisation de l'eau par les transnationales l'exigence de la nationalisation du gaz et pour l'adoption d'une nouvelle constitution avec la reconnaissance des droits indigènes et du caractère plurinational de la société. En Équateur, le mouvement citoyen c'est mobilisé contre les gouvernements néolibérales qui avaient plongé le pays dans une profonde crise financière et l'endettement.

La première phase des changements opérés par les gouvernements de la gauche latino-

américaine a été marqué par des politiques qui ont mis fin à la période du « Consensus de Washington » avec ses politiques d'ajustement structurel, des privatisations et de mis en cause du rôle d'un État qui cédait face à la « main invisible du marché » et crée les conditions pour que le capital ancre sa domination.

Le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur se sont donnés les moyens nécessaires pour leurs politiques de développement grâce à la nationalisation des ressources naturelles et celles de l'électricité, des chemins de fer, des télécommunications et d'autres.

Les nouveaux gouvernants ont mis en place de politiques où l'investissement public et les dépenses sociales sont un élément clef. Ils ont connu des succès importants dans la lutte contre la pauvreté et en faveur du développement humain avec des politiques de redistribution des richesses produites. Le rattrapage des salaires, la création de millions d'emplois et des programmes sociaux ciblés ont sorti de la pauvreté de millions de personnes et ont permis de cimenter un marché intérieur dynamique et l'émergence de couches sociales nouvelles que certains études définissent comme des « classes moyens ».

Selon une étude de la Banque mondiale, l'augmentation des revenus des 40% des plus pauvres ont augmenté été la plus important en Amérique latine en comparaison avec les autres régions du globe. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), entre 2005 et 2012, la pauvreté est passé en moyenne de 39% à 28% de la population avec un réduction plus marquée pour l'Argentine, l'Uruguay, Brésil, le Chili et le Venezuela.

En Bolivie, qui était le pays le plus pauvre de l'Amérique du sud, la pauvreté est passé dans la période 2005 - 2013 de 60,6% à 43,4% de la population. En milieu urbain elle a été divisée par deux passant de 24,3% à 12,2% et en milieu rurale elle est passé de 63% à 40,9%

Au Venezuela, 62% des revenus du pays ont été destinés à l'investissement social passant de 80 milliards de dollars en 1999 à 732 milliards de dollars en 2014. La pauvreté extrême qui touchait 66% de la population en 1999 atteint 5,4% actuellement. En 15 ans, la dénutrition infantile a été réduite de 57%. En Équateur, les niveaux de la pauvreté sont passés de 35% à 24,5% entre 2007 et 2014, c'est à dire que plus d'un million de personnes sont sorties de la pauvreté alors que l'extrême pauvreté était divisée par deux (de 16,5% à 8,6%). Au Brésil les résultats sont spectaculaires puisque le nombre de personnes sorties de la pauvreté est de 40 millions.

Concernant l'émergence des couches nouvelles, classes moyennes, en Argentine elles représentaient 115 % de la population en 2001 et 32,5 % en 2011 selon le Pew Research Center. En Équateur, elles ont augmenté de 13,4 % et au Brésil, en 2012 le gouvernement considérait que 35 millions de personnes avaient passés à faire partie de ces classes moyennes.

L'Amérique-latine, qui a connu sa crise de la dette et qui a dû se soumettre aux programmes du FMI d'ajustement structurel, est passé d'être un créancier net à un être un créancier net. L'Argentine et l'Équateur ont mené des batailles emblématiques contre leurs créanciers en refusant de payer leurs dettes. L'Argentine, qui en 2001 avait annoncé un moratoire a négocié la restructuration de sa dette et a obtenu une décote de 66 %. L'Équateur a procédé à un audit pour établir la légitimité et la légalité de sa dette et a déclaré la suspension unilatérale du paiement de sa dette commerciale pour ensuite racheter ses titres dévalués.

Le niveau des réserves internationales des pays comme la Bolivie peuvent illustrer le changement qui a eu lieu dans des pays qui avaient été pillés par leurs oligarchies et par les

transnationales pendant des longues années. A l'arrivée d'Evo Morales à la tête du pays, la Bolivie disposé de 1,7 milliards de dollars en réserves internationales, en 2014 ces réserves atteignent 15,4 milliards de dollars, soit 50% de son PIB.

Au moment de la crise de 2008-2009, lors des différentes réunions des pays du G20, les présidentes brésilienne et argentine ont plaidé pour la mise en œuvre de politiques qui allaient dans le sens contraire de celles pratiquées notamment en Europe. Elles ont défendu les options qui étaient les leurs, c'est à dire, des politiques anti-cycliques avec des investissements dans les infrastructures favorisant l'emploi et la relance économique et se sont opposés au démantèlement des droits sociaux. Cette position reflétait la préoccupation des pays de l'Amérique latine de voir leurs partenaires des pays industrialisés s'enfoncer dans la récession résultant des politiques d'austérité.

Finalement les effets de la crise ont fini par se répercuter sur les économies latino-américaines avec une baisse de la demande des exportations latino-américaines et d'autres conséquences liées à la hausse des taux d'intérêts aux États-Unis. Dans un premier temps, ont pu résister grâce à leurs marchés intérieurs dynamiques, à l'amélioration du niveau de vie d'une partie importante de la population et grâce à la demande asiatique.

La hausse des taux d'intérêts aux États-Unis ont attiré des capitaux qui dans d'autres temps auraient pu aller vers la région et certains pays ont commencé à utiliser leurs réserves pour faire face aux déséquilibres. Plusieurs de ces pays ont déjà décidé de réduire leurs dépenses en essayant de ne pas toucher aux programmes sociaux.

La relation avec l'Asie et le Chine, partenaires et concurrents

Le ralentissement de la demande asiatique, celle de la Chine en particulier a été aussi un élément à prendre en compte dans les déséquilibres qui se sont créés dans les économies de la région vue l'importance prise par ces pays dans les échanges de l'Amérique latine. Les relations commerciales avec l'Asie et les flux d'investissements ont été décisifs pendant la crise puisqu'ils ont permis aux pays latino-américains de continuer à exporter leurs produits et à recevoir des flux d'investissements. Depuis 2000, le commerce Asie/Amérique latine a pris une grande importance puisqu'ils se sont multipliés par dix. Les investissements chinois sont passés de 6 milliards de dollars pendant la période 1990 - 2000 à 10 milliards de dollars en moyenne en 2010-2012.

Cette relation montre aussi la manière dans laquelle les pays de la région se maintiennent dans leur condition d'exportateurs de matières premières avec le degré de dépendance que cela implique sans qu'ils avancent vers l'industrialisation de leurs productions. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), seulement cinq produits, tous des matières premières, représentent 75 % de la valeur exportée dans le commerce Chine / Amérique latine.

Avec la baisse des prix des matières premières, les exportations de la région ont fini par perdre de leur valeur passant de 274 milliards de dollars en 2013 à 269 milliards en 2014 et, pour la première fois, la quantité des produits exportés a baissé.

La relation avec la Chine a d'autres implications. Le géant asiatique est un partenaire commercial et un investisseur de première importance, mais il est aussi un concurrent qui peut être redoutable avec des productions très concurrentielles qui peuvent déplacer les productions industrielles latino-américaines+++++

Avec le retard pris dans le processus de modernisation de l'appareil productif et dans la

diversification des exportations, le retard pris dans l'intégration économique de la région est l'une des potentialités qui restent à réveiller pour permettre une sortie de la dépendance. Les processus initiés avec la création de l'Union des nations de l'Amérique du sud (Unasur), celle de l'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (ALBA)

La place prépondérante des matières premières dans les économies

Jusqu'en 2010, les pays latino-américains, se sont bénéficiés des prix des matières premières à la hausse. La crise économique et financière actuelle a fini par mettre en évidence les limites atteints par les expériences des gouvernements progressistes et la nécessité de passer à une deuxième phase avec des réformes sur les plans politique, fiscale et avec des avancées sur le plan de l'intégration régionale. L'impact sur les revenus produits à partir des exportations des matières premières a mis en évidence la nécessité impérieuse de passer de à un modèle de développement libéré de la dépendance vis à vis de ces exportations et d'avancer vers une économie diversifiée, industrialisée avec capacité de produire de la valeur ajoutée. Pour des raisons différentes, l'objectif annoncé des gouvernements progressistes d'aller vers une diversification de leurs économies avec une modernisation de l'appareil productif et un effort en faveur de l'industrialisation n'a pas encore pu être réalisé ou se trouve à ses débuts. L'exploitation des ressources naturelles qui a apporté les moyens pour mettre en place des politiques de redistribution et pour le financement du développement humain a fini par accentuer la ré-primarisation des économies dans un contexte d'amélioration des termes de l'échange, même celles, comme l'Argentine et le Brésil qui ont un niveau d'industrialisation avancé.

La crise avec la baisse de la demande et la chute des prix des matières premières a donc mis à nu le retard cumulé et la réalité de la dépendance qui aurait dû être dépassée. Tout ceci a un air de déjà vu qui rappelle la période du « développementisme » qui s'est fini avec l'échec du projet d'industrialisation et de la substitution des importations et une fois de plus, les pays de l'Amérique latine sont les victimes de la chute des prix.

Cette situation a déjà des conséquences sur les politiques menées jusqu'ici avec des réductions des dépenses publiques. Au Brésil la baisse est importante avec une réduction de 25 milliards de dollars pour le Brésil que aggrave le mécontentement d'une population qui voit se voir confronté au renchérissement du crédit et qui demande des améliorations dans la santé et les transports. L'absence des réformes fiscales sensé apporter plus de justice sociale et le blocage fait par l'opposition à une réforme politique qui aurait dû mettre fin à l'emprise de l'argent privé sur le financement des partis politiques ont créé une situation politique difficile pour le gouvernement de Dilma Rousseff. Des scandales explosent montrant des cas de corruption qui impliquent les partis politiques, y compris ceux de la majorité. Ces scandales sont instrumentalisés par les secteurs conservateurs qui se sont renforcés lors des élections législatives de la fin de 2014. Paradoxalement, cette même opposition qui s'est opposé à la réforme politique et qui est maître en matière de corruption met en question la légitimité de l'élection de la candidate du Parti des travailleurs accusé de pratiquer la corruption. La droite, qui n'a pas été capable de gagner l'élection présidentielle se lance dans une campagne de déstabilisation avec l'objectif d'obtenir la destitution de Dilma Rousseff et de faire obstacle à une possible candidature de Luis Inacio da Silva à la prochaine élection présidentielle. La situation politique et l'orientation des politiques gouvernementales restent incertaines au Brésil. A l'issue des dernières élections, bien que la candidate de la gauche a pu l'emporter, au parlement les partis de la gauche reculent au profit des lobbies de l'agrobusiness, les églises évangélistes et autres secteurs

conservateurs. Depuis qu'elle est au gouvernement, la gauche n'a jamais eu une majorité et a du gouverner en alliance avec un parti de centre droite, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) qui est divisé aujourd'hui et chancelle entre la solidarité gouvernementale et l'opposition.

Pour prendre en compte cette modification dans le rapport des forces et pour rassurer les marchés, la présidente Dilma Rousseff a fait le choix d'intégrer dans son gouvernement des ministres connus pour leurs orientations proches du néolibéralisme ; le ministère des Finances, Joaquim Levy, a déjà mis en œuvre des politiques que des courants du Parti des travailleurs considèrent comme récessives. A l'Agriculture c'est l'ancienne présidente de la Confédération nationale de l'Agriculture, Katia Abreu, qui est chargé d'un secteur d'une grande importance vu sa place dans les exportations du pays. Face à cette situation nouvelle, la gauche essaye de s'organiser et favorise la création d'un front populaire qui réclame des réformes profondes.

Au Venezuela, un cadre semblable à celui du Brésil se met en place avec une droite qui a pris le parti de la déstabilisation après avoir échoué de prendre le pouvoir par la voie électorale. En alliance avec le patronat elle favorise les pénuries et accuse le gouvernement de Nicolas Maduro d'inefficacité dans un contexte économique qui se dégrade avec une forte inflation et un système de change soumis constamment à la spéculation. L'opposition parie sur le mécontentement d'une population qui a jusqu'ici bénéficié des programmes sociaux qui lui ont permis d'accéder à plus de protection sociale, à l'éducation et à la santé. Dans un effort de justice sociale, le gouvernement a voulu faire que la majorité de la population puisse tirer profit de la manne pétrolière avec, par exemple, la construction de 300 mil habitations qui ont été livrées équipées et clef en main. Quelle sera la réaction de cette population si elle se voit privé de ce bénéfices avec l'aggravation des difficultés économiques ?

Incapable de battre le candidat du chavisme, l'opposition vénézuélienne n'a pas hésité à faire recours de la violence avec l'objectif de déstabiliser le pays. Elle a reçu le soutien de la droite européenne et celle des États-Unis qui ont déclaré le Venezuela « une menace » pour sa sécurité ce qui au bout pourrait justifier une intervention directe des États-Unis. Les protestations de l'ensemble des pays de la région réunis au sein de la Communauté des États latino-américains (CELAC) ont fini par dissuader l'Administration étasunienne d'utiliser un tel argument.

La modernisation de l'exploitation du pétrole et la diversification d'une économie rentiste qui dépend quasi-exclusivement du pétrole, 98 % de ses exportations, le développement de l'agriculture, des industries est décisive pour l'avenir de la révolution bolivarienne.

En Équateur, où le pétrole représente 22 % de son budget et 55 % de ses exportations, la chute des prix ne pouvait ne pas avoir des conséquences sur un budget de 34 milliards de dollars et qui vient d'être réduit de 1,4 milliards de dollars. Selon le président Rafael Correa, pour chaque dollar de baisse des prix du pétrole, l'Équateur perd 70 millions de dollars par an ce qui, toujours selon le président équatorien, amènera le pays à faire de l'investissement sa variable d'ajustement. Pour pallier à cette situation, l'Équateur déploie tous ses efforts pour attirer des investissements qui lui permettront de maintenir son économie. Au même temps, des réformes ont été annoncés pour permettre une captation efficace de l'impôt et une loi a été annoncé pour imposer plus fortement les plus-values dégagées dans le secteur immobilier et foncier et la transmission de l'héritage. C'est pour s'opposer à ces dernières mesures que l'opposition a organisé ces dernières semaines des manifestations pour mobiliser la population contre un impôt qui ne concerne que le 2 % plus riche de la population.

Cette stratégie fondée sur l'instrumentalisation des difficultés économiques avec la participation active des médias qui sont une force politique allié des classes dominantes avec l'objectif de mobiliser les populations contre les gouvernements de gauche en place est ce que le président Rafael Correa a appelé le « coup d'État mou ». C'est un scénario qui se répète dans les différents pays gouvernés par la gauche où les droites se voient obligées de présenter des programmes qui n'osent pas mettre en question les avancées réalisées et qui promettent de leur donner continuité avec plus d'efficacité. En réalité, l'objectif unique de la droite et des classes lésées par les politiques de gauche est celui de la « restauration conservatrice » qui permettrait le retour aux politiques néolibérales et l'affaiblissement des projets d'intégration régionale progressiste indépendante des États-Unis.

Les forces progressistes qui gouvernent cherchent des voies adaptées au contexte de crise actuel et se placent dans la perspective ce que le président Rafael Correa appel « un changement de la matrice productive ». L'objectif de passer à une nouvelle étape apparaît dans les programmes présentés par les candidats qui ont gagné les élections présidentielles en Bolivie, Venezuela et en Équateur. Ces pays partent d'un niveau d'industrialisation moins important que des pays comme le Brésil et l'Argentine qui disposent de certaines industries développées, par exemple dans l'automobile ou l'aéronautique.

En Bolivie, le gouvernement a proposé des partenariats à des transnationales pour l'exploitation des immenses réserves du pays. Celles-ci, dans une attitude colonialiste se sont montrées disponibles pour apporter des investissements pour l'exploitation du lithium mais se sont refusées à toute coopération avec des transferts des technologies pour la fabrication sur place de batteries. Le gouvernement d'Evo Morales a finalement passé un accord avec la Chine qui a déjà apporté une aide pour la construction d'une usine où sont formés des techniciens qui pourront fabriquer des batteries de haute qualité.

Le gouvernement bolivien s'est donné comme objectif d'atteindre « la souveraineté productive avec une diversification et pour le développement intégral » nécessaires pour se libérer de la « dictature des transnationales ». Pour le président bolivien, il s'agit de ne plus être un pays « mono-producteur » et devenir « un pays innovateur qui rompe les chaînes de la dépendance qui industrialise ses ressources naturelles »

Après la très brillante réélection du président Rafael Correa en 2013, l'Équateur s'est lancé avec détermination sur la voie du « changement de matrice productive et énergétique ». L'objectif est celui de passer d'être un pays importateur de biens industriels pour devenir un pays exportateur en renforçant ses secteurs stratégiques. Des universités sont construites et 10 mille bourses sont attribuées à des étudiants pour qu'ils puissent se former dans les meilleures universités du monde. Malgré les réductions dans le budget, des investissements sont faits dans une université de qualité et gratuite. L'Équateur parie sur la connaissance et le transfert de technologies et savoir qui sont recherchés dans des partenariats avec les pays européens ou avec la Chine.

Les gouvernements latino-américains se trouvent dans un carrefour où ils devront faire des choix stratégiques. Le sommet qui a réuni la Chine et les gouvernements des pays membres de la Communauté d'États latino-américains et la visite du Premier ministre chinois Li Keqiang au Brésil, au Chili, en Colombie et au Pérou ont été le lancement d'une relation stratégique qui devrait apporter 250 milliards de dollars d'investissements chinois sur dix ans. Les accords signés font partie d'une démarche très politique qui vise à faire de la Chine et de l'Amérique latine des partenaires sur des domaines telles que la formation, le transfert de technologies et l'investissement dans es infrastructures dans une région qui reste très enclavée et avec pu de réseaux de communications. Il s'agit bien sur de favoriser et faciliter

les échanges entre la Chine et les pays de l'Amérique du sud avec, par exemple, la construction d'un système de communications qui ralliera la côté atlantique et le Pacifique traversant plusieurs pays.

L'Amérique latine, a été transformée par les politiques progressistes y compris dans sa façon de se voir et d'agir dans le monde. Malgré une confrontation difficile avec les forces du passé, la gauche latino-américaine garde sa combativité. Il y a une prise de conscience des erreurs commis, des manques à gagner et une réévaluation de la nécessité d'un retour sur le terrain, d'une plus grande participation populaire.

Certainement l'un des chantiers des plus importants commencés et qui n'ont pas pu avancer est celui de l'intégration régionale avec ses projets de création de chaînes productives avec des infrastructures régionales et des coopérations sur les plans de la santé, de l'éducation et d'autres qui viendraient compléter l'union politique que l'Amérique latine a déjà su construire avec la création des espaces de concertation telles que la Communauté des États latino-américains, l'Union des nations de l'Amérique du sud ou l'Alliance bolivarienne des peuples de l'Amérique.

Un Tea Party tropical ?

L'inquiétant réveil de l'ultra-droite au Brésil

Laurent Delcourt
Historien et sociologue,
chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve)

Dans un contexte marqué par un brusque ralentissement économique et un nouveau scandale de corruption touchant l'ensemble des partis de la coalition gouvernementale, on assiste au Brésil à l'émergence et à la montée en puissance d'une droite « nouvelle », radicale et militante. Apparue dans la foulée des mobilisations de juin 2013, elle forme un attelage hétéroclite d'organisations et de groupuscules de provenance et d'identité diverses, sans lien apparent, si ce n'est une commune aversion pour le PT. Partageant plus qu'un air de famille avec le *Tea Party* au États-Unis, dont elle reprend discours ultralibéral, sécuritaire et antisocial, elle s'est donnée pour mission de mettre à bas l'héritage et les acquis du « lulisme », profitant du discrédit généralisé qui s'est abattu sur la classe politique. Capable de mobiliser les classes moyennes et/ou aisées des grandes villes du Sud du pays, en surfant sur les thématiques qui leur tiennent à cœur, elle constitue un nouveau défi de taille pour la gauche brésilienne, affaiblie, divisée et désorientée.

« *Nous ne laisserons jamais notre pays devenir une dictature totalitaire, ce qui est l'objectif du PT* » (Kim Kataguirí, 18 ans, blogueur et leader du collectif de droite *Movimento Brasil Livre*, 2014)

« *Les dames des Marches de la Famille avec Dieu* ¹¹ paraissent elles aussi sympathiques et civilisées. Mais derrière elles sont venus les chiens de la répression, les assassinats, les tyrans et la nuit surtout qui s'est abattue sur le peuple brésilien » (Fernando Brito, « O vácuo político é estufa da direita », *Tijolaço*, 21 juin 2013)

Ils éructent contre les homosexuels, les indigènes, les Nordestins, les défenseurs de l'avortement et de la politique des quotas réservés aux gens de couleur. Ils se déchaînent contre les mouvements progressistes, dénoncent la mainmise des « Cubains » sur les institutions fédérales et fulminent contre les impôts, la corruption et les programmes sociaux du gouvernement. Ils exigent le rabaissement de la majorité pénale, la restauration de la peine de mort, la libre circulation des armes à feu, le retrait des garanties juridiques pour les prisonniers de droit commun, considérés comme des *privilegios de bandidos* (privileges de bandits), et prônent un État minimal. Ils militent pour l'indépendance de la région de São Paulo au prétexte de le soustraire au vote « clientéliste » des couches populaires et se mobilisent dans la rue ou sur les réseaux sociaux pour réclamer le départ de Dilma Rousseff, quitte à faire appel à l'armée.

Formant une nébuleuse à géométrie variable d'organisations et de groupuscules aux

11 Annonciatrices du coup d'État militaire du 31 mars 1964, des « Marches de la Famille avec Dieu pour la liberté » ont été organisées entre le 19 juin et le 8 mars. Mobilisant des milliers de personnes, issues principalement des classes moyennes urbaines des villes du Sud du pays, elles s'opposaient aux réformes progressistes du gouvernement de João Goulart (1961-1964), dénonçant une prétendue mainmise communiste sur le pays.

frontières poreuses, ces activistes, souvent jeunes, souvent bien nés, ont aujourd'hui le vent en poupe au Brésil. Dopés par les mobilisations monstre de juin 2013 et trouvant un réel écho au sein des couches moyennes urbaines, ils sont les fers de lance d'une «nouvelle droite », ultra-radical, agissante et militante, dont le surgissement récent dans l'espace public, politique et médiatique constitue, selon le philosophe Paulo Eduardo Arantes, l'un des phénomènes politiques les plus importants de l'histoire contemporaine du Brésil.

Un réveil bruyant dans le chaudron des « Journées de juin 2013 »

«L'élan d'impatience qui s'est manifesté dans les mobilisations de juin 2013 s'est accompagné d'un élan symétrique et antagonique : l'émergence d'une nouvelle droite ..., une droite non conventionnelle qu'il est difficile d'appréhender à partir des catégories politiques traditionnelles » (Folha de São Paulo, 31 octobre 2014). À contre-courant des interprétations angéliques, impressionnistes et fantasmées qui ont été faites des mobilisations de juin 2013, souvent vues comme le réveil politique d'une jeunesse à forte sensibilité progressiste, Arantes propose une grille de lecture bien différente. Il en appelle à l'adoption d'autres lunettes sociologiques permettant de mieux saisir l'événement, sa nature et sa portée. Plus concrètement, il invite à reconsidérer ces mobilisations à l'aune de ses dynamiques concrètes et de ses prolongements dans le contexte politique le plus immédiat: la montée en puissance, entre autres, d'une nouvelle droite réactionnaire, extrême et militante qui s'est donnée pour objectif de saper les acquis du lulisme.

Dans la chaleur des journées de juin, le phénomène n'avait guère échappé aux commentateurs brésiliens les plus avisés, témoins directs des événements. Deux semaines à peine après le début de ces mobilisations massives qui ont secoué les grandes villes du pays, tous font état d'un changement de cap, de ton et de composition de la protestation. Tous observent une transfiguration du mouvement. Tous notent un subit glissement des revendications : progressistes initialement (baisse du prix des transports, meilleurs services publics, etc.) vers des slogans anti-système, irrationnels, poujadistes ou nationalistes, voire des mots d'ordre franchement réactionnaires.

Dans un éditorial publié le lendemain de la grande manifestation du 20 juin à São Paulo, le journaliste et historien Gilberto Maringoni, observateur attentif des dynamiques sociopolitiques brésiliennes, insiste déjà sur ce basculement. Les «demandes socialement positives et généreuses de la première vague de protestation » note-t-il alors, « ont fait place à une révolte conservatrice « contra todo o que está aí » (contre tout ce qui est en place) », contre la corruption, les impôts, Bolsa família¹², Lula, Dilma, les partis politiques en général, ceux de gauche en particulier. Et d'insister ensuite sur la peur qui s'est emparée de très nombreux manifestants après l'agression de dizaines de militants de gauche par des groupes de protestataires : « J'ai vu, sur internet et au sein même des manifestations, beaucoup de gens effrayés. Des hooligans encapuchonnés ou masqués ont semé la peur à toute heure de la journée. Ceux-ci s'en sont d'abord pris à des militants de partis politiques et de mouvements sociaux, arrachant leurs drapeaux et y boutant le feu. Et après avoir poussé leurs cris de guerre – "suppression des partis", "suppression du gouvernement", "mon parti est le Brésil" -, ils en ont appelé à une "action contre le communisme" dans les prochaines semaines dans le plus pur style de la guerre froide. Ils sont venus là pour gâcher la fête. Et ils y sont parvenus en partie à São Paulo ». Alertant sur le danger de la situation, Marigoni

12 Programme de transfert conditionnel de revenu à destination des familles les plus pauvres du pays mis en place et élargi par le premier gouvernement Lula (2003-2006). Il bénéficie aujourd'hui à près de 14 millions de familles.

n'hésite pas à comparer, dans le même billet, cette manifestation pauliste à la « Marche sur Rome » de sinistre mémoire (Carta Maior, 21 juin 2013).

Même son de cloche de la part de Marco Aurelio Weissheimer, chroniqueur à Carta Maior, qui écrit également à chaud : « Ce qui avait commencé comme une grande mobilisation sociale contre l'augmentation des billets de bus et la défense d'un transport public de qualité est en train de déboucher, sous nos yeux, sur une expérience sociale incontrôlable possédant des caractéristiques fascistes on ne peut plus méprisables (...). Dans la nuit de jeudi à vendredi, tous les traits constitutifs de notre démocratie ont été menacés et attaqués, de diverses manières et dans plusieurs villes du pays. De la violence policière ? Il y en a eu, certes. Mais ce qui s'est passé hier n'est pas moins grave (...): attaques perpétrées contre des militants de gauche et expulsion de ces derniers des manifestations, attaques contre des sièges de partis politiques et d'institutions publiques (...). Et ce ne sont pas seulement des militants pétistes qui ont été agressés et expulsés (...). Dans plusieurs villes du pays (ces agressions) se sont également multipliées contre des militants du PSOL, du PSTU, du MST¹³ et même contre certaines personnes qui ne représentaient qu'elles-mêmes (....) » (21 juin 2013).

De São Paulo, Porto Alegre, Brasília, Rio de Janeiro, Belo Horizonte et bien d'autres villes du pays afflueront ensuite quantité de témoignages similaires si bien que les militants de gauche (à l'exception peut-être de quelques groupuscules anarchistes et autonomistes) ainsi que de nombreux simples citoyens vont se retirer de la protestation. Alarmé par la tournure prise par les événements, le MPL (Movimento Passe Livre)¹⁴, à l'origine du mouvement, annoncera d'ailleurs lui aussi publiquement son désengagement et appellera ses militants à cesser l'action, dénonçant la violence envers les partis et militants de gauche, l'instrumentalisation de la protestation par des médias à la botte de l'opposition et son infiltration par des militants néofascistes (Fórum, 2013; Vainer et al, 2013).

Comment expliquer un tel retournement ? Qui sont ces activistes ? Que veulent-ils ? Et d'où viennent-ils ? Profitant de l'absence de leadership, de direction ou de mots d'ordre convenus de la part des organisateurs de ces mobilisations, ils ont cherché à investir le mouvement, lui donner leur propre impulsion, leur orientation. Personne ne les attendait. Personne, à de rares exceptions près, ne les a vus venir. Dans le chaos des journées de juin, rares étaient ceux qui étaient en mesure les identifier.

Et ce flou a ensuite été accentué par les interprétations presque unanimement positives et enthousiastes – singulièrement à l'extérieur du pays – qui ont été faites de ces mobilisations, lesquelles ont souvent été parées de toutes les vertus. À l'évidence, ces lectures ont eu pour effet de dérober au regard cette autre dimension centrale, nettement plus sombre, de la révolte de la jeunesse brésilienne. Faut-il ici le rappeler, un mouvement ne possède pas automatiquement des attributs progressistes quand bien même est-il jeune et massif ? Car, si l'on a beaucoup dit et écrit que cette mobilisation avait contribué à politiser une jeunesse que l'on a longtemps décrite comme inerte politiquement, force est de constater après coup que pour beaucoup de ces jeunes, cette entrée en politique s'est faite par la porte de droite.

13 Le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) est une dissidence du PT. Avec les trotskystes du Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU), il représente au Brésil la gauche radicale. Lié officiellement à aucun parti, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) est quant à lui considéré comme le plus grand mouvement paysan d'Amérique latine.

14 Créé durant le Forum social mondial de Porto Alegre de 2005 par des activistes de São Paulo, le Movimento Passe Livre lutte pour la gratuité des transports publics, qu'il considère comme un « droit à la ville ». Il est à l'initiative des premières mobilisations de juin 2013

Un Tea Party tropical ?

Dissimulés dans les foules grimées de jaune et de vert qui ont envahi les rues dans la deuxième quinzaine du mois de juin 2013, ces activistes de droite ont ensuite fait tomber le masque, en multipliant les actes et les interpellations publiques en leur nom propre. Si le mouvement de protestation urbaine s'est très vite essoufflé, ces militants de droite ont continué en revanche à se mobiliser dans la rue, dans les médias, sur les réseaux sociaux, révélant publiquement leur identité et dévoilant leurs réelles motivations.

À première vue, cette ultra-droite est loin d'être homogène. Elle s'apparente à un attelage hétéroclite et à géométrie variable de courants, de mouvances, de militants et de sympathisants de provenances et d'identités très diverses. On y croise pêle-mêle des fondamentalistes pentecôtistes et des traditionalistes catholiques ; des activistes anti avortement du Movimento Islamologie e Vida (Mouvement législation et vie) ; des (ex)militaires et (ex)policiers du Partido militar brasileiro (Parti militaire brésilien) en voie de formation ; des nostalgiques de la dictature et des « grandes Marches de la famille avec Dieu et pour la liberté » et de l'excentrique tribun ultranationaliste Enéas Carneiro¹⁵ ; des militants du mouvement « anti-corruption » Cansei¹⁶ ; une kyrielle de petits collectifs apparus récemment (Movimento Viva Brasil, Movimento Brasil Livre, Revoltados on Line, Caras Pintadas, Movimento Endireitar Brasil, etc.) ; de jeunes hispters libertariens et antimarxistes liés au groupe Vanguarda Popular¹⁷ ; et quelques dizaines de personnalités médiatiques : journalistes, chroniqueurs, vedettes du petit écran, quelques artistes et même un chanteur de rock, Lobão, anticonformiste de droite notoire (Solnik 2012; Nogueira 2013; Campos Mello2014; Martin, 2014) .

Conservateurs sur le plan des mœurs et des valeurs, la plupart des acteurs de cette droite composite se réclament ouvertement de l'ultralibéralisme sur le plan économique et militent activement pour la stricte limitation du champ d'action de l'État à ses fonctions régaliennes classiques. S'ils partagent avec les courants néo-intégralistes, version tropicale du fascisme mussolinien, un attachement indéfectible à la nation, aux traditions, à la religion et un même culte de l'autorité et de la force virile, ils s'en distinguent nettement par leur opposition à toute forme de transferts sociaux et de solidarité organique, par le culte du marché et des libertés individuelles, ainsi que par une idéologie de type sécuritaire aux accents encore plus xénophobes et racistes que cette extrême droite historique¹⁸. Des différences qui

15 Décédé en 1997, Enéas Carneiro était le fondateur et la figure de proue du Prona (Partido da Reedificação da Ordem Nacional – Parti de la réédification de l'ordre national) aujourd'hui disparu. Classé à l'extrême droite, ce cardiologue fut longtemps le député fédéral le mieux élu au Congrès.

16 Connu par son slogan (Cansei !), le Mouvement civique pour les droits des Brésiliens est né peu après le crash du vol 3054 de la TAM en juillet 2007, à l'initiative de quelques personnalités des mondes médiatique, sportif et politique. Qualifié d'élitiste par ses détracteurs, ce mouvement entendait initialement dénoncer les supposés « désordres » de l'administration Lula et l'affaire dite du *Mensalão* qui a éclaboussé le PT quelques années plus tôt.

17 Référence ironique à l'organisation de guérilleros dans laquelle Dilma Rousseff était active durant sa jeunesse : Vanguarda Popular Revolucionária

18 Fondée au début des années 1930 par Plínio Salgado, l'Action intégraliste brésilienne était un mouvement de masse qui comptera près d'un million de membres et sympathisants jusqu'à son interdiction en 1937 par Getúlio Vargas. Ses sources d'inspiration étaient le fascisme mussolinien, le salazarisme portugais, le franquisme espagnol, la doctrine sociale de l'Église, l'action française de Mauras et le courant moderniste brésilien. Vêtus d'un uniforme et portant un brassard frappé du sigma grec, ses adeptes dénonçaient le capitalisme, revendiquaient un État fort, corporatiste et centralisé ; et valorisaient, contrairement à leur alter ego européen, la miscégénéation, défendant une identité brésilienne unique fondée sur la fusion de trois races (blanche, noire et indienne). En 2004, s'est tenu à São Paulo un premier congrès néo-intégraliste réunissant les deux mouvements qui s'en réclament, le Frente Integralista Brasileira (FIB) et le Movimento Integralista e Linearista Brasileiro (MIL-B). Mais la fusion n'a pas abouti en raison de dissensions internes et de visions idéologiques franchement différentes (Nogueira, 2013)

n'empêchent cependant pas de jeunes néo-intégralistes de se joindre aux mobilisations et actions de cette nouvelle droite, à l'instar de petits groupes de skinheads.

En fait, s'il est un phénomène politique avec lequel cette nouvelle droite militante partage non pas seulement un air de famille, mais de réelles accointances, c'est bien le Tea Party aux États-Unis. Le parallèle est évident. La ressemblance est frappante. Comme le Tea Party étatsunien, cette droite qui mobilise dans la rue et multiplie les actes publics, est formée d'une multitude d'organisations et de groupuscules plus ou moins reliés entre eux en réseau. Comme lui, elle est diffuse, présente à la fois dans le monde des médias, dans les administrations, dans les partis politiques et le monde de l'entreprise. Comme lui, elle s'est constituée en réponse à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement progressiste ou supposé tel, et se présente comme le dernier rempart de la démocratie face à l'interventionnisme des pouvoirs publics, indistinctement taxés de communistes, de fascistes et de néonazis (sic). Comme lui, elle se veut la gardienne des traditions fondatrices de la nation et une réponse au déclin des valeurs et à l'érosion des mœurs. Comme lui, elle se pose en défenseur, des classes moyennes, voire des petites gens face à la tyrannie de l'impôt, se présente comme le garant des libertés politiques et économiques face à un État et des politiques qu'elle juge intrusifs et oppressifs et combat toute idée de redistribution et de déconcentration des revenus et se vautre dans les thèses conspirationnistes et les diatribes antisolidarité. Comme lui enfin, certaines de ses composantes sont financées directement par des entreprises et de puissantes fondations privées (Guylaine 2012; Moreira Leite 2014; Campos Mello 2014).

À noter que les principaux intéressés eux-mêmes se réclament de ce Tea Party nord-américain ou appellent de leurs vœux la formation d'un mouvement similaire. Certains vont même jusqu'à proposer un programme politique commun à ce Tea Party brésilien, à l'instar du directeur de l'Instituto Liberal, le publiciste Alexandre Borges, dans un article au ton prémonitoire, « Que venha o Tea Party brasileiro » (Mídia sem Máscara, 18 novembre 2014).

Reste que la version brésilienne de ce Tea Party est plus élitaire dans sa composition et radical dans ses revendications qu'elle se développe dans un pays plus pauvre et aux inégalités bien plus abyssales qu'aux États-Unis et qu'elle n'est pas apparue suite à une crise économique grave au contraire de son modèle nord-américain. « Agissant dans un pays beaucoup plus pauvre et inégal (...), écrit ainsi le journaliste politique Paulo Moreira Leite, notre Tea Party est une traduction adaptée et appauvrie (de cette) même rhétorique. En se cachant derrière des causes présentées comme universelles, elle cherche à faire oublier qu'elle agit au nom d'intérêts bien particuliers. Dans sa version « tropicalisée », (ses membres) allèguent que tout ce que ce qui se maintient grâce à l'État constitue non seulement un embryon de communisme, mais est le fruit d'un vol (...). Quand ils s'expriment, ils se font passer pour des anarchistes de droite, mais ses véritables leaders et inspireurs ont dans le passé flirté avec la dictature militaire voire davantage » (Istoé-Independente, 2014).

Or, c'est précisément cette filiation qui relativise la nouveauté de cette droite. Elle ne tiendrait qu'à l'utilisation de répertoires d'action longtemps associés à la gauche et au détournement de ses symboles, selon l'un des premiers à s'y être intéressé (Solnik, 2012). Parée de nouveaux atours, elle ne serait tout au plus que la dernière mouture du vieux fonds élitiste, réactionnaire, anticommuniste et antisocial de la société brésilienne, converti en idéologie anti-pétiste. « Au Brésil, explique ainsi l'historien pauliste Lincoln Secco, la recrudescence de l'idéologie anti-pétiste et la dégénérescence des Journées de juin ont donné à cette droite l'apparence de la nouveauté. Mais tout comme l'anticommunisme, l'antipétisme en tant que phénomène ne s'oppose pas à un parti en particulier. L'antipétisme existait déjà dans les années 1980 et ses motivations profondes sont les mêmes : la peur que les pauvres ne

freinent l'ascension (sociale) des uns ou qu'ils ne gravissent les échelons et se rapprochent de vous » (Carta Maior, 7 novembre 2014).antispécisme

Antipétisme, racisme social, xénophobie et violence verbale

L'antipétisme constitue en effet le principal ciment de ce Tea Party brésilien, son seul vrai trait d'union objectif, son principe fédérateur, mais aussi son principal fonds de commerce. Toutes ses composantes partagent une commune aversion vis-à-vis de la gauche en général, du PT et du gouvernement pétiste de Dilma Rousseff en particulier. Sans exception aucune, le Parti des travailleurs et ses représentants au gouvernement sont affublés de tous les vices et rendus responsables de tous les maux de la société brésilienne : criminalité galopante, corruption, gabegie, dissolution des mœurs et des valeurs, etc. Abondamment relayé par une presse carnassière, avide de sang et de larmes, chaque drame, chaque affaire, chaque scandale est mis sur le compte soit du PT, soit du gouvernement, soit des politiques, soit encore de l'environnement qu'ils auraient contribué à instaurer.

Dans un tel climat, il est aisé de comprendre que les mobilisations de juin 2013 aient été du pain béni pour cette nouvelle droite. En se transformant en une violente charge contre les pouvoirs publics et le gouvernement fédéral, cette protestation massive lui a donné l'opportunité non seulement d'exister et de se faire entendre, mais aussi d'étendre son influence et son audience bien au-delà des cercles restreints dans lesquels elle demeurait confinée jusque-là. Saisissant l'occasion, cette veille droite reliftée a finalement trouvé un réel écho au sein des classes moyennes urbaines, séduites par son discours antipétiste, anti-corruption, autoritaire et sécuritaire. En témoignent, en autres, le succès du site d'information, *Mídia sem Máscara* (littéralement média sans masque), fondé par le journaliste d'extrême droite, Olavo de Carvalho, et dont une version papier vient d'être lancée, de même que la performance électorale récente de la famille Bolsonaro et du pasteur fondamentaliste Marco Feliciano, figures de proue de cette mouvance ultra-radical. Nous y reviendrons.

Outre sa responsabilité dans la dégénérescence morale de la nation, le PT est accusé de vouloir instaurer une dictature socialiste dans le pays avec l'appui de ses alliés nationaux (mouvements sociaux, syndicats, Ordre des avocats du Brésil, enseignants et professeurs des universités, militants écologistes, féministes ou organisations de défense des droits de l'homme et des minorités, etc.) et l'aide des Cubains, des Vénézuéliens et des autres partis de gauche du continent. Ainsi, peu après les élections d'octobre 2014, plusieurs organisations liées à cette nouvelle droite publient un manifeste « Pour la démocratie » dans lequel elles déclarent dans un langage paranoïaque digne des pires moments de la guerre froide et truffé de références gramsciennes ¹⁹ :

« Nous descendons dans la rue pour défendre la démocratie brésilienne, sérieusement menacée par le projet totalitaire du PT, fomenté par le forum de São Paulo (organisation terroriste qui réunit les partis de gauche et des groupes criminels du continent) pour

¹⁹ Depuis longtemps déjà, la droite brésilienne s'est approprié cette référence. En 2013, la très médiatique représentante des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness, la sénatrice Katia Abreu, écrit ainsi dans un éditorial de *la Folha de São Paulo* : « Gramsci enseignait que le théâtre d'opérations de la révolution communiste n'était pas un champ de bataille (proprement dit), mais l'environnement culturel (...) il soutenait que l'homme nouveau, annoncé par Marx, émergerait non pas à l'issue d'une terreur révolutionnaire, mais d'une transformation des mentalités. Elle s'impose (la gauche) donc par l'infiltration et le contrôle par le parti des moyens de communication – journaux, cinéma, théâtres, éditeurs, etc. - et la destruction graduelle des valeurs chrétiennes au moyen d'une guerre psychologique (...). Inutile de dire que cette révolution est en marche actuellement au Brésil – et ça ne date pas d'hier » (cité in Nogueira, 2013).

implanter le bolivarisme au Brésil et dans d'autres pays latino-américains, sous la direction des frères Castro. ...). Nous savons que le PT s'emploie à éteindre les libertés individuelles au moyen des pires populisme et clientélisme, comme le montrent les désastreuses conséquences économiques, la dégradation morale généralisée et l'insécurité institutionnelle générées par l'accaparement de l'État et de la société civile par une idéologie hégémonique qui met en danger les libertés individuelles ». Et les signataires de ce manifeste de réclamer, après avoir déversé un torrent de haine et d'accusations mensongères contre le gouvernement, la destitution de Dilma Rousseff dans une rhétorique « golpiste » (promotion du coup d'État) à peine voilée, même s'ils s'en défendent (Mídia sem Máscara, 13 novembre 2014).

Si elle banalise la « rhétorique golpiste », alors même que la Commission d'enquête sur les crimes commis pendant la dictature militaire vient de publier un rapport accablant, cette diatribe anti-pétiste tend aussi à exclure de l'espace politique des catégories sociales entières, en réactivant les vieux préjugés sociaux et raciaux, ceux-ci se confondant souvent au Brésil. La victoire étriquée de Dilma Rousseff face au candidat Aécio Neves a donné lieu par exemple à une violente campagne, relayée par les principaux médias (Veja, TV Record, Globo, etc.), contre les électeurs pauvres du Nordeste-Est du pays, accusés d'avoir fait pencher la balance électorale en faveur de la candidate présidente pétiste. Un vote forcément clientéliste, caduc et non avénu pour cette nouvelle droite. Car, cette population « indolente », « mal éduquée »; « ignorante » et « assistée » aurait été mobilisée, sinon instrumentalisée, à coup d'avantages et de programmes sociaux, dans le seul et unique but de servir les intérêts politiques hégémonistes du PT et de la gauche en général aux dépens des classes moyennes – blanches sous-entendu – des grandes villes du Sud du pays, poumon économique de la nation, comme le rappelait un journaliste de Mídia sem Máscara : « La grande vérité de 2014 » est celle-ci : « ce ne sont pas les pauvres qui ont besoin du PT, mais le PT qui a besoin des pauvres en situation de pauvreté. Pour qui ne s'en rend pas compte, là est la nouvelle relation de cause à effet de la misère au Brésil » (Puggina, 2014). Ce « coup d'État » électoral ou encore cette « prise en otage » des « contribuables » par une population captive, justifie donc, pour cette droite, l'impeachment de Dilma Rousseff, l'intervention de l'armée ou encore les velléités autonomistes de l'État de São Paulo.

Bien entendu, ces Nordestins, qui auraient volé la victoire aux classes moyennes du Sud, ne sont pas les seuls boucs-émissaires de ce Tea Party. Ses attaques visent aussi l'ensemble des catégories sociales pauvres, bénéficiaires des allocations sociales et des politiques de quotas, indigènes et populations afro-brésiliennes principalement, les « déviants » LGBT, les athées et les féministes, ainsi que l'ensemble des militants de gauche, dont il est affirmé avec aplomb – et preuve à l'appui – qu'ils partagent tous des tendances « psychopathes » ou « hystériques » (De Carvalho, 2014).

Dans la bouche de certains de ses représentants, le propos se fait encore plus intolérant, le langage plus violent. Le champion toutes catégories de cette parole débridée est sans nul doute le député fédéral Jair Bolsonaro. Remonté récemment par les accusations de violation à grande échelle des droits de l'homme par les militaires durant la dictature portée par la députée pétiste et ex-ministre des droits de l'homme de Dilma Rousseff, Maria do Rósario, il n'a pas hésité à lui lancer : « Je ne te violerai pas toi. Tu ne le mérites même pas », provoquant un tollé dans l'hémicycle. Auparavant, à une députée du PSOL (Partido Socialismo e Libertade) qui avait proposé qu'une enquête soit ouverte contre lui pour des propos similaires, il avait rétorqué le plus sereinement du monde qu'il n'y répondrait « que sur du papier toilette », car le PSOL « est un parti de connards et de pédés » (Mauricio Tonetto, 2014; Vinogradoff, 2014).

Accusé d'incitation à la haine, à violence et au viol, le patriarche de la famille Bolsonaro n'en

était évidemment pas à son premier coup d'essai. Ainsi, à la fille du célèbre chanteur afro-brésilien Gilberto Gil qui l'interrogeait dans une émission télévisée sur l'éventualité d'une relation entre son fils et une mulâtre, il répondit « Je ne vais pas parler de promiscuité avec toi ni avec personne. Cela ne risque pas d'arriver, car mes fils ont été bien élevés et n'ont pas grandi dans le type d'environnement qui a été le tien » ! Racisme non dissimulé, mais aussi homophobie complètement assumée ! Aussi, à plusieurs reprises, avait-il ouvertement déclaré qu'il préférerait voir son fils mort plutôt qu'homosexuel, que jamais il ne s'installerait à côté d'un couple de gays, car « (ces gens) faisaient baisser le prix de l'immobilier » et que seuls des coups de trique pouvaient « corriger » cette déviance (Ibid).

Dépeints comme « malodorants et mal-éduqués », les indigènes sont également la cible du sarcasme xénophobe du très populaire député d'extrême droite, toujours tiré à quatre épingles. Ainsi, se référant aux représentants indigènes venus défendre la délimitation de leur territoire, il déclara : « L'Indien, c'est celui qui est en poste ici à Brasilia, voyage en avion, mange désormais une côtelette de porc, prend une chope et probablement un whisky (...) qui sait se montrer agréable au téléphone la nuit entière. Cet indien est celui qui vient ici nous parler de réserves indigènes. Il devrait plutôt sortir là dehors, aller brouter de l'herbe et retrouver ainsi ses origines » (Guerreiro, 2008). Si le propos choque, il n'est pas surprenant de la part de celui qui considère les droits de l'homme comme du « fumier » pour vagabonds (esterco do vagabundagem) et la torture comme un moyen légitime d'investigation (Istoé-Gente, 2000).

Malgré le feu nourri de critiques et de réactions outrées, le discours musclé de Jair Bolsonaro et ses fréquents écarts de langage et de conduite n'ont pas entamé le capital de sympathie dont il jouit à Rio de Janeiro. Loin de là ! Surfant sur la vague de contestation anti-PT, antigouvernementale et sécuritaire, le charismatique leader de l'extrême droite brésilienne a été l'un des députés les mieux élus au Congrès brésilien lors des dernières élections d'octobre 2014. Avec 464 572 voix de préférence, soit le quatrième meilleur score et un résultat quatre fois plus élevé qu'aux élections de 2010, il se situe juste devant son fidèle allié, le pasteur néo-pentecôtiste, raciste, homophobe et xénophobe, Marco Feliciano, qui avait déclaré lui que le meurtre de John Lennon était un châtement divin (Veja, 2013) ! Bénéficiant de la popularité de leur père, les trois fils Bolsonaro ont eux aussi été confortablement élus dans diverses assemblées (Oualalou, 2014). Le petit dernier, Eduardo, qui siège aux côtés de son père au Congrès – mais dans le parti de Feliciano - s'était fait remarquer lors d'une manifestation anti-Dilma l'action de la police militaire, un revolver clairement visible à la ceinture (El País Brasil, novembre 2014).

Polarisation asymétrique

Depuis les élections d'octobre 2014, le Brésil est davantage polarisé et l'action du gouvernement davantage entravée, avec un Congrès plus morcelé et réactionnaire que jamais, dans lequel les lobbys parlementaires (« bancadas ») conservateurs ont tous renforcé leur présence : bancada évangéliste, bancada ruraliste regroupant les grands propriétaires terriens et/ou les députés qui leur sont favorables et bancada da bala (littéralement « de la balle ») favorable à la vente libre des armes à feu. Le gouvernement devra donc cohabiter pendant quatre ans avec un Parlement fédéral qui n'a sans doute jamais été aussi marqué à droite depuis cinquante ans, hormis bien sûr la longue période de dictature militaire (Oualalou, 2014). Autant dire, dans ces conditions, que toute réforme politique – en particulier celle du parlement fédéral – réclamée pourtant par de nombreux manifestants durant les Journées de juin, et promises par Dilma Rousseff, est morte et enterrée. Enterrés eux aussi, ou sérieusement remis en question, les projets les plus progressistes du gouvernement

C'est sans doute là l'une des leçons à tirer des mobilisations de juin 2013, mais aussi leur principal paradoxe. L'effet pervers auquel ceux qui en ont été les instigateurs, en particulier les membres du Movimento Passe Livre, ne s'attendaient pas, en dépit des quelques rares mises en garde (Sader, 2013). Comme le soulignent en effet plusieurs commentateurs de la vie politique brésilienne, en se transformant peu à peu en un assaut contre le gouvernement et les partis au pouvoir, ces mobilisations qui se voulaient au départ progressistes ont ouvert une sorte de boîte de pandore, scellée depuis l'arrivée à la présidence du candidat Lula, et libéré les forces les plus ataviques et les plus réactionnaires du pays. Massivement mobilisés, les protestataires ont créé une dangereuse brèche dans le consensus politique instauré par la gauche brésilienne au prix d'importants renoncements, brèche dans laquelle ces forces n'ont pas tardé à s'engouffrer. En ternissant l'image du PT et affaiblissant le gouvernement, ces protestations ont d'une certaine manière fait le jeu – involontairement il est vrai – de cette droite décomplexée qui jusque-là demeurait isolée, politiquement inexistante, du moins dans sa forme organisée, et pratiquement inaudible, comme s'en alarmait encore en 2011 le très conservateur et populaire hebdomadaire *Veja* (*O caso incrível de um país sem direita*, 3 juin).

Incapables jusqu'ici de trouver une expression commune et forte, dans un champ politique dominé par la bipolarisation PT-PSDB, les composantes les plus radicales de cette droite ont très vite pris conscience du profit qu'elles pouvaient tirer de ces mobilisations. Ses principaux protagonistes en ont profité pour se rapprocher, se réorganiser, s'unir en dépit de leurs divergences, descendre main dans la main dans la rue et recruter très largement, en exploitant la lassitude des classes moyennes vis-à-vis de la corruption, de la criminalité, des jeux politiques ou encore de l'inflation. Et, aujourd'hui, comme le Tea Party états-unien, cette nouvelle droite ultra-radical est capable de mobiliser dans la rue plusieurs milliers de personnes. Du jamais vu au Brésil pour un mouvement réactionnaire depuis les rassemblements des grands propriétaires terriens liés à l'UDR (*União democrática ruralista*) avant le vote de la Constitution de 1988 (Payne 2000; *Revista Forum*, 21 décembre 2014). Comme le Tea Party aux États-Unis, enfin, elle tend à privilégier une stratégie d'opposition asymétrique au débat démocratique.

« La droite nord-américaine, explique ainsi Paulo Arantes, n'est pas intéressée par la formation d'une majorité gouvernementale. Ce qui l'intéresse, c'est d'empêcher que les gouvernements gouvernent. Elle ne désire pas vraiment élaborer de politiques dans le cadre législatif et ignore le vote de l'électeur moyen. Elle n'a pas besoin de voix parce qu'elle est directement financée par les grandes entreprises (... »). Voilà pourquoi ses partisans peuvent « se donner le luxe de prendre des positions à la fois très claires et non négociables (...) rendant impossible toute modification du statu quo ». Des prises de positions radicales que la gauche au pouvoir ne peut de son côté pas se permettre, précisément parce qu'elle doit, elle, « gouverner, constituer des majorités, négocier et emballer le tout ». Aux États-Unis, ajoute-t-il encore, « les démocrates et les 'libéraux' (liberals au sens anglo-saxon) se caractérisent par une certaine modération, tout comme la gauche officielle au Brésil, qui est modérée, tandis que de l'autre côté c'est l'absence de modération qui prévaut. De là, le fait que cette polarisation soit asymétrique » (*Folha de São Paulo*, 31 octobre 2014).

La parole libérée et décomplexée est caractéristique de l'absence de modération de cette droite. Dans ses interventions politiques et ses actes publics, il s'agit avant tout d'attaquer, de blesser, de discréditer, de délégitimer, d'offenser, de discriminer et d'exclure. Tous ses projets, toutes ses propositions, s'inscrivent délibérément en dehors ou à la marge du « politiquement acceptable », sur le plan de l'éthique, un phénomène qui, soit dit en passant, renvoie au problème plus général – observé ailleurs également – d'estompement des

normes et des seuils de tolérance démocratique coulés dans le droit international et la législation nationale. En témoignent notamment la banalisation de la rhétorique « golpiste », les manifestations exigeant l'intervention de l'armée, la pétition réclamant l'impeachment de Dilma Rousseff, qui a déjà recueilli près d'un million de signatures; et l'intolérance ouvertement exprimée de ses leaders (de Souza, 2014). Passée maître dans l'art de cultiver les préjugés, la rumeur et la calomnie, prenant le « peuple » à témoin dans les procès publics qu'elle tente constamment à ses adversaires, ignorant toute forme de compromis démocratique, elle ne brigue pas vraiment le pouvoir, mais cherche à entraver son action.

Représentées essentiellement par trois petits partis (sur les 28 que compte désormais le Congrès), à savoir les très mal-nommés Parti progressiste, Parti républicain progressiste et Parti social-chrétien, tous trois issus de l'Arena (Alianza renovadora nacional), le parti des militaires durant la dictature, cette droite radicale demeure certes minoritaire politiquement. Mais elle peut désormais compter sur l'appui ponctuel et négocié d'autres formations, d'autres députés, acquis à l'une ou l'autre de ses causes, dans un parlement toujours plus morcelé, dominé par les groupes de pression conservateurs déterminés à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement. Elle ne se privera donc certainement pas de mobiliser ces alliés de circonstance pour saborder tout projet qui ne cadre pas avec sa lecture ultra-radical du monde. Et, ce faisant, elle obligera les partis de gouvernement à se livrer à d'interminables et, souvent, douteux marchandages avec l'opposition, ce qui renforcera à son tour le discrédit de la classe politique dans son ensemble.

En pleine croissance, cette droite trouve aussi dans les médias de précieux alliés. Jouissant dans ces espaces d'une résonance inversement proportionnelle à son poids électoral, elle bénéficie aussi de la sympathie, plus ou moins appuyée, plus ou moins explicite, d'intellectuels de plateaux, invités permanents qui se font les chantres de cette « nouvelle pensée de droite » décomplexée, comme les philosophes et écrivains Denis Lerrer Rosenfield et Luiz Felipe Pondé, le sociologue Demétrio Magnoli, le journaliste politique Reinaldo Azevedo, l'économiste Rodrigo Constantino ou encore l'historien Marco Antonio Villa (Vision Brésil, mai 2012). Alimenté également par les « experts » de l'Institut Millénium, un réseau de think-tanks ultralibéraux et néoconservateurs, ce paysage médiatique très marqué à droite et dominé par quelques grands groupes médiatiques, offre maintenant une tribune inespérée à cette mouvance qui sait tirer profit de cette formidable caisse de résonance (Solnik, 2012; Campos Mello 2014).

Reste que cette vague droitière est révélatrice aussi d'une réceptivité plus grande de la société brésilienne aux thèses néoconservatrices, sécuritaires et anti-pétistes, tout comme elle est symptomatique d'un essoufflement du lulisme et d'une chute de confiance vis-à-vis du gouvernement, empêtré dans une seconde affaire de corruption touchant l'entreprise publique pétrolière Petrobras, contraint au compromis et à la modération politiques, ne parvenant plus à proposer un vrai projet mobilisateur et devenu de plus en plus distant par rapport à ses bases historiques. Pour le PT et la gauche en général, moins bien représentés au Congrès depuis les dernières élections (le PT a perdu près de 17 députés), cette montée en puissance de la droite est indiscutablement annonciatrice de grandes difficultés à venir. Tandis que certains pointent déjà le risque d'une « venezualização » de la vie politique brésilienne, la gauche sociale tente d'organiser vaille que vaille la riposte en faisant campagne pour une profonde réforme politique. Mais peut-être est-il déjà trop tard !

- 1) Borges A. (2014), « Que venha o Tea Party brasileiro », *Mídia sem Máscara*, 18 novembre.
- 1) Brito F. (2013), « O vácuo político é estufa da direita », *Tijolaço*, 21 juin, www.tijolaço.com.br
- 2) Campos Mello P. (2014), « Liberais, libertarios e conservadores, uni-vos », *Folha de São*

Paulo, 5 octobre.

- 3) De Carvalho O. (2014), « Opinião: Psicopatia e histeria», Diário do comércio, 15 décembre.
- 2) De Souza J. (2014), « Fora Dilma é a banalização da retórica golpista », UOL Notícias-Política, Blog de Josias, 1er novembre.
- 4) El País Brasil (2014), « Não vejo por que ir desarmado ao protesto » (Eduardo Bolsonaro, deputado federal), 3 novembre.
- 5) Folha de São Paulo (2014), « Nova direita surgiu após junho, diz filósofo », 31 octobre
- 6) Guerlain P. (2012), « Le Tea Party : un mouvement protestataire financé par des milliardaires. Les théories du complot comme stratégies de lutttes des classes par le haut », Agone, n° 47.
- 7) Guerreiro G. (2008), « Índio joga água em deputado durante audiência na Câmara; ministro é chamado de terrorista », Folha Online, 15 mai.
- 8) Istoé-Gente (2000), « Eu defendo a tortura ». Entrevista de Jair Bolsonaro por Cláudia Carneiro », 14 février.
- 9) Maringoni G. (2013), « Não há ameaça de golpe ! », Carta Maior, 21 juin.
- 10) Martín M (2014), « Protestos anti-Dilma: Não é uma banda de indie-rock, é a vanguarda anti-Dilma», El Pais Brasil, 12 décembre 2014.
- 11) Mídia sem Máscara (2014), « Manifesto Pela Democracia », 13 novembre.
- 3) Moreira Leite P. (2014), « O Tea Party original é o nosso », Istoé-Independente.
- 12) Nogueira P. (2013), Eles querem « endireitar » o Brasil, UNESP.
- 13) Oualalou L. (2014), « Au Brésil, le nouveau Congrès est le plus conservateur depuis un demi-siècle », Mediapart, 11 octobre.
- 14) Payne L.A. (2000), Uncivil movements. The armed right wing and democracy in Latin America, The John Hopkins University Press, Baltimore.
- 15) Puggina P. (2014), « Voto de Confiança ? Em Dilma ? », Mídia sem Máscara, 8 décembre.
- 16) Revista Fórum (2013), « SP: Movimento Passe Livre repudia violência contra partidos em manifestações », 21 juin.
- 17) Revista Fórum (2014), « Qual é o destino dos coletivos da nova direita », 21 décembre
- 18) Sader E (2013), « Brasil : Primeiras reflexões », Carta Maior, 20 juin.
- 19) Secco L. (2014), « A direita militante », Carta Maior, 7 novembre.
- 20) Solnik A. (2012), « Vanguarda popular : a direita sai do armário (com roupas de esquerda) », Revista Brasileiros, 62, décembre.
- 21) Tonetto M. (2014), « As 10 polêmicas de Bolsonaro », noticias.terra.com.br/brasil/polemicas-de-bolsonaro/
- 22) Vainer et al (2013), Cidades Rebeldes. Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil, Boitempo Editorial, São Paulo.
- 23) Veja (2011), « O incrível caso do pais sem direita », 3 avril.
- 24) Veja São Paulo (2013), « Polêmica do dia: pregação de Marco Feliciano sobre morte de John Lennon vira notícia internacional », 10 avril.
- 25) Vinogradoff L. (2014), « Homophobe, misogyne, raciste...Jair Bolsonaro, le député qui ose tout », Le Monde-Blogs, 12 décembre.
- 26) Weissheimer M A (2013), « Não há um movimento em disputa, mas uma multidão sequestrada por fascistas», Carta Maior, 21 juin.

La révolution bolivarienne

Jean Ortiz
maître de conférence

La révolution bolivarienne vénézuélienne insupporte Washington, le FMI, les oligarchies, tous les austéritaires, non pas parce qu'elle serait une « fabrique de communisme », selon le quotidien d'opposition « Tal Cual » (22 octobre 2014). Ce journal, très agressif, est dirigé par l'ancien guérillero repentini Teodoro Petkoff, devenu de 1994 à 1999 ministre du très néolibéral président Rafael Caldera. Maître d'œuvre de la politique de privatisations, de séquestration de la démocratie par le marché, de ce laboratoire du libéralisme le plus dur, T. Petkoff est aujourd'hui l'une des voix de « l'opposition démocratique vénézuélienne » et l'interlocuteur privilégié du journaliste du « Monde » qui couvre l'Amérique latine. Paulo Paranagua, ex guérillero lui aussi, « commandante Saul » du Parti révolutionnaire (argentin) des travailleurs (Fraction rouge) dans les années 1975, est aujourd'hui un journaliste- plus libéral que moi tu meurs- dont la haine à l'égard des mouvements de libération n'a d'égale que son dévouement à la propagande des États-Unis. Au nom, bien entendu, de la lutte contre « l'antiaméricanisme mécanique » (« Le Monde », 29 octobre 2014)

Depuis l'élection de Hugo Chavez il y a seize ans, les vents nouveaux ont retourné la veste des deux « commandantes » et ils ont passé l'arme bien à droite. Ils exècrent le « chavisme », cette « fabrique de communisme », sans doute parce qu'elle a fait reculer la pauvreté de 20%, de 50 à 29% selon l'ONU (« Jeune Afrique », 15 avril 2013), de 35% la misère, qu'elle a construit 700.000 logements pour les sans toit, les mal logés, et qu'elle repose sur le « pouvoir populaire ». Cette « dictature » a tenu 19 élections en 15 ans (record mondial !)... du « populisme » pour les regards européocentrés.

Dès 1999 un processus constituant, l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution le 25 décembre 1999, ont « remis le pays à l'endroit » et provoqué en retour une campagne de mensonges, de désinformation, de manipulation des opinions publiques, quasiment sans précédent, au point de faire du Venezuela « un repoussoir ». Les peu crédibles « agences de notation » (Ficht...) du marché mondial (« El Pais », 19 décembre 2014), inféodées à « l'empire », situent le Venezuela (comme hier Cuba), parmi les nations au « risque pays » le plus élevé au monde (7 sur 7). L'isolement international participe de la stratégie putschiste pour renverser un régime anti-impérialiste. La stigmatisation redouble depuis le décès de Hugo Chavez, qui avait une surface de rassemblement bien au-delà du noyau dur du chavisme .

Les États-Unis ont cru que la mort de Chavez scellerait le sort de la révolution. Or, elle lui a survécu, preuve qu'elle ne tenait pas qu'à lui. Mais Washington refuse toujours de prendre en compte les nouvelles réalités, de répondre aux propositions de négociation de Caracas.

Une révolution qui se cherche

Il faut analyser cette révolution inspirée de Simon Bolivar, de Marx, de la Théologie de la Libération ... pour ce qu'elle est : une révolution populaire et démocratique née d'un mouvement civico-militaire initié dans les années 1980, et non un clone cubain ou « soviétique », une « dictature communiste », voire populiste ; populiste, un « mot valise » qui a bon dos (Couffignal, Georges, « La nouvelle Amérique latine », Paris, Presses de Sciences Po. 2013, p 124) ; autant de bêtises qui, matraquées, finissent par marquer, neutraliser, les opinions. Le chavisme ne peut se définir comme un corpus idéologique pré-déterminé mais comme un courant de pensée politique et sociologique endogène, facteur de

cohérence et de stabilité pour le pays.

En 15 ans, au fur et à mesure des affrontements avec l'impérialisme, la révolution, qui se réclamait au départ de la « troisième voie », s'est « radicalisée » ; elle s'est appropriée, en marchant, les concepts de justice sociale, d'« inclusion », de pouvoir populaire, de démocratie participative, d'assemblée constituante, d'intégration continentale, dans le respect de la souveraineté nationale. Elle déconstruit progressivement les rapports de domination et de dépendance.

Un corpus autochtone, fruit de la mobilisation populaire et de la progressive évolution politique de Chavez ; de la « conscientisation » du « comandante », ce dirigeant exceptionnel, en osmose avec le peuple et d'abord les plus pauvres, dont il est issu. Le leader a politisé le mouvement populaire qui à son tour a amené le leader à préciser, à mûrir, ses choix politiques, obéissant à une logique propre, à la recherche d'une voie vénézuélienne de transformation sociale.

À partir de 2005 et de l'échec de la ZLEA (une vaste entreprise de recolonisation libre-échangiste, de l'Alaska à la Terre de Feu, sous la tutelle des États-Unis.), lors du « Sommet continental » de Mar del Plata, la transformation s'accélère ; les chavistes recherchent des paradigmes posts-capitalistes ; en 2005, la révolution « post-néolibérale » se réclame du « socialisme du 21^{ème} siècle », refusant ce que Hugo Chavez appelait la « perversion soviétique », collectiviste, oublieuse de l'être humain. Elle s'appuie sur une vision du monde inspirée notamment de « l'écosocialisme », théorie politique très vivante également en Équateur et en Bolivie, qui se préoccupe en même temps de la question sociale et de l'équilibre écologique...Ce « socialisme » n'est ni un modèle et encore moins un « modèle abouti ». 4696 « comités conservationnistes » autogérés veillent par exemple à la préservation des écosystèmes.

La révolution a fait du peuple un sujet politique décisif. Elle développe les « autogouvernements » à la base afin de contourner l'État capitaliste et construire progressivement un nouvel État démocratique, participatif. En ce début 2015, 3000 « communes socialistes », une forme d'organisation politique et sociale nouvelle, permettent aux habitants de s'auto-gouverner (comités techniques de l'eau, des terres urbaines, de la santé, banques communales, comités de gestion de l'énergie...) et de créer du socialisme à partir d'en bas. On ne peut créer du socialisme à partir de l'État.

« L'opération putschiste « *salida* » (sortie) »

Le 15 avril 2013, le prolétaire et syndicaliste Nicolas Maduro, compagnon de la première heure de Chavez, est proclamé vainqueur de la présidentielle, avec un résultat très serré (50,66%) des exprimés, contre 49,07% à Henrique Capriles de la MUD (opposition conservatrice, antichaviste, hétéroclite). Un résultat validé par les institutions nationales et internationales, mais immédiatement contesté et non accepté par une opposition qui hurle à la fraude et lance une campagne de déstabilisation, planifiée depuis février, d'une grande violence (43 morts), et qui va durer six mois. Elle pense pouvoir venir à bout du successeur de Chavez, jugé vulnérable, Chavez n'étant plus là, et « incompetent » parce que ouvrier chauffeur de bus. La coalition MUD qui va de l'extrême droite aux ex sociaux démocrates, pense pouvoir obtenir par les émeutes, les « guarimbas », ce qu'elle n'a pu réussir par les urnes.

Le 19 mars 2014, le chef de file le plus ultra de la MUD, Leopoldo Lopez, déjà putschiste en 2002, lance un appel à tout le pays pour maintenir la pression de rue « jusqu'au renversement de la dictature ». Le nouveau président prend l'initiative d'un dialogue national, vite sabordé par la droite qui a opté pour mettre le pays à feu et à sang. Au bout de six mois, divisée, en échec, l'opposition devra renoncer momentanément au plan « *salida* », à

manipuler une partie de la jeunesse , à tenter de créer le chaos, l'ingouvernabilité, et à les attribuer au président légitime Nicolas Maduro. Dans cette crise, le chavisme est apparu comme une grande force nationale de paix et le seul courant populaire pouvant stabiliser le pays, le seul à avoir un vrai programme. Des dizaines d'émeutiers qui brûlèrent des centres sociaux, universitaires, détruisirent des centaines d'installations et d'équipements urbains, ont été arrêtés, jugés et certains emprisonnés (une soixantaine) pour sédition, violences, comme dans tout pays qui ne confond pas l'opposition, nécessaire, et la subversion, qui tombe sous le coup de la loi. Le leader de l'ultra droite, Leopoldo Lopez, pyromane, qui appela à la déstabilisation et stimula les émeutes, est lui aussi emprisonné. Tous ces putschistes sont devenus des héros pour les grands médias qui les présentent comme des « prisonniers politiques ».

L'Union Européenne, par une résolution de son parlement du 12 mars 2015, s'en inquiète, au nom évidemment des « droits de l'homme ». Elle renverse curieusement les rôles et les responsabilités, dénonce « l'usage excessif et systématique de la force » par le régime, « la persécution de l'opposition démocratique », l' « incapacité du gouvernement à garantir le droit et à maintenir l'ordre ». Les conditions sont prêtes pour l'assaut final...

La guerre idéologique contre la révolution bolivarienne participe de « la stratégie du coup d'État permanent » . On sait l'Union Européenne si sensible aux droits des peuples qu'elle en perd souvent toute objectivité. Amie de Washington, elle ne croit pas aux « étonnants complots étrangers », aux « projets de déstabilisation ». Bref, ce ne sont qu'hallucinations chavistes, propagande crypto communiste...L'histoire, comme hier à Cuba, au Chili de Salvador Allende, repasse les plats.

La crise économique

Le président Nicolas Maduro applique le « Plan de la patrie 2013-2019 », laissé en héritage par Chavez, mais dans un contexte économique très difficile. La Venezuela vit pour le meilleur et surtout pour le pire sur la « rente pétrolière ». Le pays a les plus grandes réserves d'hydrocarbures au monde, mais les États-Unis. et leurs alliés des monarchies pétrolières ont repris en main l'OPEP, augmenté l'offre afin de faire baisser les prix du brut. Cette politique vise surtout à affecter la Russie et la Venezuela.

Le prix du brut a chuté en quelque mois de plus de 50%, passant en dessous de 50 dollars le baril de cru (114,81 dollars le 20 juin 2014, 48,47 dollars le 28 janvier 2015).

La crise économique, la baisse des recettes pétrolières (équivalente à une perte de 3,4% du PIB), les difficultés du contrôle des changes, la spéculation sur le dollar et le bolivar qui se déprécie... provoquent un taux d'inflation élevé ; il lamine des salaires que le gouvernement doit revaloriser d'environ 25% tous les six mois.

Trois principales formes d'économie, de propriété (publique, coopérative, privée), coexistent conflictuellement. Le secteur capitaliste, encore majoritaire, pratique le sabotage économique et la confrontation permanente avec une révolution qui a rendu « visibles » les pauvres.

La rente pétrolière est redistribuée pour assurer le progrès social, mais une partie s'avère détournée par les mêmes qui se livrent à la fuite des capitaux, au marché noir, à la spéculation financière... L'industrie ne parvient pas à décoller vraiment.

Le prix de l'essence (0,097 dollar le litre) reste le plus bas du marché mondial. Les recettes financières ne couvrent même pas les coûts de production (2,7 dollars le litre). Le pays perd quotidiennement plus de 80 millions de bolivars. Au Venezuela, l'essence coûte moins cher que l'eau minérale.

Le nouveau pouvoir « maduriste » est freiné par la « stratégie du coup d'État permanent » de l'opposition et du secteur privé, ainsi que par les divisions internes au sein de l'énorme Parti

Socialiste Uni du Venezuela, plus machine électorale que vrai parti. « Le pire ennemi de notre peuple, c'est la bureaucratie, la corruption, l'indolence de ceux qui ont infiltré nos rangs » (Discours de Nicolas Maduro, le 22 avril 2015, à Anzoategui). Le président confirme la division préoccupante du chavisme.

Le peuple et la guerre économique

Malgré les formes d'auto-gouvernement populaire (1070 communes socialistes, 44600 conseils communaux), une caste bourgeoise accapareurs, de spéculateurs, est parvenue à infiltrer les instances et les institutions révolutionnaires. Elle provoque délibérément des pénuries, afin de fatiguer la population, comme hier au Chili de l'Unité populaire. Des tonnes de lait, de riz, des milliers de shampoing, de détergents, sont régulièrement saisis dans des dépôts illégaux. Le 14 janvier dernier, dans les entreprises des Frères Herrera (Anzoategui), les autorités ont mis la main sur un stock de 38,2 tonnes de riz, 50.700 litres de lait, 160.000 paquets de couches, 135,5 tonnes de savon en poudre... Les frères Herrera sont étroitement liés au parti de droite « Voluntad popular ».

Malgré la « loi des prix justes » (10 janvier 2015, Correo del Orinoco) afin de faire face à la « guerre économique », la situation s'enlise. La loi limite les marges bénéficiaires à 30%. Les conseils communaux autogérés luttent contre le marché noir, contre le travail de sape de l'opposition qui ne recule devant rien. Début 2015, elle a convoqué des « marches des marmites vides », rassemblant surtout bourgeoises et petites-bourgeoises...affamées. Le premier mai 2015, le gouvernement a procédé à une nouvelle augmentation des salaires de 20%, et de 30% du salaire minimum vital. Peu à peu, un blocus financier se met en place pour rendre difficile et cher l'accès du Venezuela au marché des devises.

Le système bolivarien de ravitaillement à bas prix du « Bicentenaire », la « Mission Mercal » (22000 établissements) en place depuis 2003, les supermarchés à prix préférentiels (Pdval), Mercaditos, tentent de juguler l'impact de la guerre économique. Le président Maduro a invité à créer des « Comités populaires contre la guerre économique », des « conseils populaires de ravitaillement ». Le 5 mai 2015, il a mis en cause certains gouverneurs et maires « chavistes » qui font obstacle au bon fonctionnement des structures (Correo del Orinoco). Le 18 mai 2015, lors d'un « gouvernement de rue » dans l'État de Barinas, le président a une nouvelle fois dénoncé les « infiltrés dans nos rangs ».

Le pays mise sur les progrès de l'intégration latino-américain en marche inégale, et sur les accords de coopération avec la Chine qui portent sur 20 milliards de dollars.

La guerre économique, idéologique, la déstabilisation, l'isolement, le blocus financier, l'organisation de pénuries pour provoquer le mécontentement populaire, forment les maillons d'une chaîne de plus en plus étouffante destinée à user, étrangler, la révolution, et à faire tomber le président Maduro. Une stratégie combinée et graduelle, déjà éprouvée contre le Chili de Salvador Allende de 1970 à 1973.

Nouvelle tentative de « golpe » du 12 février 2015

Elle rentre dans le cadre de la stratégie putschiste d'une opposition principalement unie par l'antichavisme. Battus aux deux dernières présidentielles, en octobre 2012 et en avril 2013, aux régionales de décembre 2012, aux municipales de décembre 2013, les secteurs les plus fascisants de l'opposition veulent en découdre vite, quel qu'en soit le prix ... Leopoldo Lopez du parti d'ultra droite camouflée « Volonté populaire » (l'Internationale Socialiste lui a octroyé le 14 décembre 2014 la qualité de membre permanent !!), et la députée Maria Corina Machado, issue de l'oligarchie, fondatrice d'une ONG financée par l'USAID (feuille de vigne

de la CIA) qui en avril 2002 signa le décret du « golpe » contre Chavez, mènent la charge. Lopez est emprisonné depuis février 2014.

Le maire du « Grand Caracas », Antonio Ledezma, ex social démocrate de AD, impliqué dans la récente tentative putschiste du 12 février 2015, a lui aussi été arrêté, accusé de « conspiration ». Le 27 février 1989, lui et ses amis de Action Démocratique, exercèrent une répression d'une extrême violence contre une insurrection populaire : le « Caracazo » (3.000 morts). L'Internationale Socialiste reste fortement impliquée dans la stratégie washingtonienne du coup d'État permanent. L'ex dirigeant socialiste espagnol Felipe Gonzalez, avocat, a proposé de défendre Leopoldo Lopez... Sous le gouvernement du même Gonzalez, en Espagne, des escadrons de la mort para-policiers, les GAL, assassinèrent en France 17 militants basques (de 1983 à 1986).

La tentative de coup d'État du 12 février 2015 fut détectée 48 h avant sa mise à exécution. Les protagonistes, quelques officiers de la Force aérienne bolivarienne (FAB), et un groupe de politiciens de « Voluntad popular », de « Primero Justicia », avaient programmé le bombardement du Palais présidentiel et des bâtiments abritant la chaîne continentale TeleSuR. Le gouvernement vénézuélien a présenté des enregistrements, des écoutes, des documents, qui attestent de la réalité de la menace. Ceux qui accusent Caracas d'affabuler feignent d'oublier que dans l'histoire du continent les États-Unis. sont intervenus près de 200 fois, et que l'administration Obama s'est débarrassée par des « golpes » soft, en 2009 du président progressiste hondurien Mel Zelaya, élu, et en 2012 du président paraguayen de centre-gauche, élu, Fernando Lugo

Les séditions de février 2015 avaient même élaboré un « Accord de transition » signé par Corina Machado, Antonio Ledezma et Leopoldo Lopez ⁽²⁰⁾.

Il s'agissait de constituer un « gouvernement de transition » sur la base de ce texte et de diffuser l'appel aux Vénézuéliens par le quotidien « El Nacional »

Le texte de « l'Accord » s'engage à « redonner confiance au pays sur le plan économique », il constitue un véritable programme néolibéral de restauration ; il y est question de renouer avec les « circuits financiers internationaux », d'« accords d'indemnisation » pour les « expropriations arbitraires », de remettre en cause les formes de gestion et de propriété, de revenir sur les accords « néfastes » pour le pays, sous-entendu les structures d'intégration régionale qui échappent aux États-Unis. : l'Alba (2004), l'Unasur (2008) et la Celac (2011), pour ouvrir la porte au « Partenariat TransPacifique », libre-échangiste, pendant de celui de « l'Atlantique », destiné à renforcer le poids géo-économique de Washington.

Washington ne fait plus la pluie et le beau temps

Le septième « Sommet des Amériques » les 10 et 11 avril 2015, au Panama, a confirmé la contre-offensive impérialiste pour regagner le terrain perdu, et les difficultés pour les États-Unis. d'imposer désormais leur politique, au-delà de la poignée de main « historique » Barak Obama-Raul Castro. Washington, isolé, tente d'« apaiser le front cubain » pour se concentrer sur la cible et l'objectif principaux : la mise au pas de la révolution bolivarienne. A ce Sommet, la présence de Cuba répondait à la demande des pays du continent. Au Sommet précédent de Carthagène (2012), ils avaient menacé de boycotter le suivant si Cuba n'était pas invitée. Le Sommet a été dominé par la loi de sanctions des États-Unis. contre le Venezuela : le 9 mars 2015 B. Obama signe un « executive order » qui fait du Venezuela une « menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité des États-Unis. !! On connaît la musique. Lorsque Washington parle de « menace pour sa sécurité », décrète l'« urgence nationale », on n'est pas loin de l'intervention directe ou indirecte. La loi anti-

20 <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/02/22>

vénézuélienne votée début décembre par le Congrès nord-américain s'apparente au début de l'escalade contre Cuba dans les années 1960. Cette loi inflige des sanctions (refus de visas, saisie de comptes) à une liste de vénézuéliens chavistes coupables de prétendues violations de Droits de l'homme.

Réunis à Quito le 14 mars 2015, les 12 pays de l'Unasur ont rejeté le décret « impérial » et dénoncé avec vigueur « l'ingérence des États-Unis. » qui « crée une forte tension ».

Des élections législatives doivent avoir lieu en décembre 2015. D'ici là, le chavisme doit opérer un véritable sursaut politique et continuer sa marche en avant, l'approfondissement des réformes. La consolidation de la révolution sera difficile si la contre-offensive des États-Unis. parvient à provoquer un ralentissement du processus.

L'intellectuel chaviste Luis Britto Garcia déclarait récemment (le 2/06/2015) : « La seule chose qui puisse maintenir vivante une révolution, c'est la mobilisation sociale permanente » (Luis Britto Garcia.www.rebellion.org).

Si le chavisme perdait les législatives, le scénario le plus probable serait celui d'une cruelle guerre civile qui déstabiliserait toute la région, et en premier lieu, les régimes progressistes. Il ne s'agit pas que d'abattre le président Maduro, mais surtout de liquider un projet de société socialisant.

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Dissuasion nucléaire, quelle pertinence au 21e siècle ?

◆ Emmanuel Dupuy, secrétaire national chargé des questions défense de l'UDI

◆ Jacques Fath, ancien responsable des relations internationales du PCF

◆ Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP



❑ dossier 2 : Les évolutions en Amérique latine.

◆ Obey Ament, collaborateur secteur international du PCF

◆ Laurent Delcourt, historien et sociologue

◆ Jean Ortiz, maître de conférence

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en décembre. Il comportera un dossier sur « Le commerce des armes » et un second sur « Le Moyen-Orient en ébullition » ainsi qu'un hors-dossier sur « l'Afrique des grands lacs »...

Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix - Analyses, réflexions, recherches, de spécialistes de différentes questions internationales intéressant la sécurité et la paix.

Publication papier, relayée par le site Internet de l'IDRP sur lequel le débat peut s'ouvrir par l'envoi de courriels.

Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours

Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €

IDRP -Siège de l'ARAC, 2 place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> - Contact :06 68 12 82 15